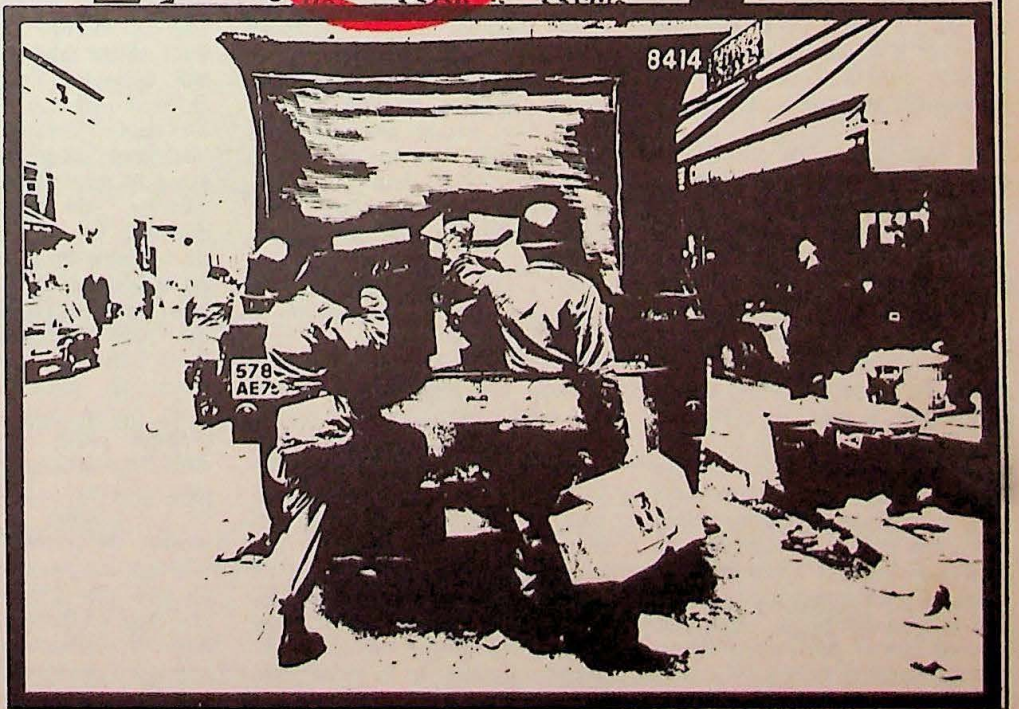


tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE
DU PARTI SOCIALISTE
UNIFIE
N° 460, 1,50 F
JEUDI 25 JUIN 1970



Le Secours Rouge

Claude Dubois

Charles Tillon et d'anciens responsables F.T.P., Jean-Paul Sartre, notre camarade Bernard Lambert et un groupe d'autres personnalités ont pris l'initiative de constituer un organisme de défense contre la répression : le « Secours Rouge ». La presse a fait état du soutien du P.S.U.

Notre soutien n'est pas un appui du bout des lèvres à une « initiative généreuse » d'aide aux militants (de la Gauche prolétarienne pour l'essentiel) qui sont pour l'heure la cible principale du pouvoir et de l'ensemble des « bien-pensants » de la presse bourgeoise et des partis réformistes. Il résulte d'une appréciation portant sur les résultats de la politique répressive du gouvernement.

Énumérons-les en vrac :

- Arrêt de la campagne « Armée » au moyen de la répression policière (la dangereuse réforme du service militaire n'a suscité aucune difficulté sérieuse au gouvernement).

- Arrêt de la campagne « Transport » par les mêmes moyens.

- Actions sur le front universitaire rendues très difficiles par une répression de plus en plus systématique.

- Changement d'orientation des « commerçants contestataires » à la suite d'une série de manœuvres où se mêlent répression policière (Nicoud), sucre (diminutions d'impôts), et intimidation (explosions de Grenoble que la rumeur — lancée par qui ? — attribue aux commerçants, bien que les explosions de Besançon aient montré que ces méthodes sont celles des hommes de main du pouvoir).

- Dissolution d'un groupe révolutionnaire (la Gauche prolétarienne) imprudemment avancé en fonction d'une analyse erronée de la situation politique et répression policière contre ses militants, sans réactions notables du mouvement ouvrier.

- Enfin enrichissement de l'arsenal répressif par le vote de deux lois (dont, en cas de situation tendue, le P.S.U. sera, n'en doutons pas, le premier « bénéficiaire »), qui permettent l'emprisonnement administratif et la mise à la charge de n'importe quel responsable d'une organisation ouvrière de la « casse » réalisée par n'importe quel homme de main du pouvoir.

- Bien sûr, la répression assez générale, voulue par les capitalistes qui ne veulent pas

payer un nouvel effort d'intégration de la classe ouvrière, n'a pu se développer ; les efforts réalisés dans ce sens par Marcellin, représentant de cette tendance au sein du bloc au pouvoir (arrestation de militants de toutes les organisations ouvrières) se sont soldés par des échecs. Mais les résultats déjà obtenus :

- Démonstration de l'efficacité de la répression policière sur les fronts de lutte ouverts par les révolutionnaires (armée, transport, université).

- Mise en place facile d'un dispositif législatif très puissant.

- Division des fronts de lutte (isolement des commerçants),

constituent, pense le capitalisme le plus moderne, un « bâton » suffisant pour que le « sucre » d'une nouvelle intégration (sous forme d'une nouvelle version des « contrats de progrès » ou autrement) puisse être offert à la classe ouvrière. Pour le courant révolutionnaire ces acquis du pouvoir représentent autant d'échecs : il a, à chaque occasion, été mis sur la défensive ; dans chaque cas, la répression a taillé des coupes sombres dans ses rangs. Et

pourtant, dans deux cas au moins, le pouvoir a connu des échecs graves.

- Ses tentatives de répression policière vis-à-vis de militants paysans ont échoué : non seulement les militants emprisonnés ont été libérés par un mouvement de masse, mais l'essor révolutionnaire des paysans prolétariés et la jonction en cours avec le mouvement ouvrier n'en ont pas été retardés.

- La répression patronale dans les entreprises se heurte à de graves difficultés, sur le front pourtant le plus important, parce qu'elle suscite dans la plupart des cas une riposte de masse.

La politique répressive du pouvoir peut donc être brisée ; mais seulement par une riposte de masse, appuyée sur la pénétration au sein des masses des explications nécessaires à une prise de conscience des buts profonds de ces actions répressives : le maintien des masses dans un état de conscience qui permette au grand capitalisme de rétablir, avec l'aide des réformistes de tout poil, sa domination ébranlée en 1968 sur la classe ouvrière.

C'est pour cette raison que la constitution d'un puissant

mouvement de masse contre la répression est indispensable. C'est pour cette raison que le P.S.U. soutient le « Secours Rouge ». Mais il faut bien comprendre le sens de notre soutien : le Secours Rouge et les organisations qui le soutiennent ne peuvent se limiter à la défense immédiate des militants, mais doivent, à l'occasion de chaque cas de répression (militants de la Gauche prolétarienne, mais aussi Université, entreprises, lycéens, paysans, commerçants, travailleurs immigrés) organiser nationalement ou localement les campagnes de masse nécessaires à la prise de conscience. Dès à présent, les sections et fédérations P.S.U. doivent lancer des campagnes de ce type sur chaque cas de répression qui leur est signalé. Tout meeting, toute publication, doit désormais être consacré en partie aux problèmes de la répression sur deux mots d'ordre :

- Non à la destruction du courant révolutionnaire par morceaux (aujourd'hui la Gauche prolétarienne, demain qui ?)

- Non au « bâton » destiné à faire avaler le « sucre » au mouvement ouvrier. □

Les grands sentiments d'un procureur

André Bielany

Réquisitoire du procureur Bœchlin (un parmi tant d'autres) au procès de Gilles Ladkany, élève d'E.N.S., accusé de provocation (indirecte) au crime de ..., pour avoir distribué un tract d'appel au meeting de la G.P. prévu le 14 mars 1970 et interdit ensuite.

Je n'aime pas ce genre d'affaires où toujours pour reprendre ma formule de tout à l'heure, nous assistons à un dialogue de sourds. Je crois pour ma part que nous sommes dans un régime de démocratie et que les libéraux dans notre pays sont forcés de prendre parti quand on voit la violence peu à peu se répandre. Voici que se profile à l'horizon un régime que nous avons subi indirectement il y a trente ans, qui existe cependant dans des pays qui se prétendent républicains et qui nous menacent d'autant plus que nous laissons nos jeunes continuer dans cette voie tracée par l'apologie de la violence.

Je crois que ces juges ici

présents comprennent ce qu'est la passion : il n'est pas antipathique de voir des jeunes prendre parti pour le malheureux. La main-d'œuvre étrangère, depuis qu'une certaine démocratie de l'enseignement fait passer des quantités de jeunes par les facultés qui en débordent et ne peuvent plus les contenir, la main-d'œuvre étrangère donc finit par s'entasser dans nos villes dans des conditions parfois déplorables...

Ici, je ne juge pas mais je parle en simple citoyen, et je considère que seule la voie légale peut permettre à l'indignation de s'exprimer. Il est des partis régulièrement déclarés qui professent leurs idées en passant par les rouages politiques que sont les municipalités, les conseils généraux et qui prennent le pouvoir par l'accumulation de bulletins de vote : des gens vont régulièrement aux urnes et c'est ainsi et pas autrement qu'on changera la société, je le crois avec mon cœur.

On distribue des tracts qui font leur incendie et qui ne sont pas en l'air comme l'a montré l'incendie à la Cellophane. Des étudiants trop jeunes et manquant de maturité sont assez intelligents pour entrer dans les Ecoles Normales Supérieures. Là ils croient agir en toute bonne foi, mais il faut leur dire : « Vous êtes sous la main de certaines tendances : on fait la révolution souvent pour autrui à défaut de la faire pour soi. » Et pour en venir aux faits, je ne crois que ce que j'ai vu : le tract que vous distribuiez était bel et bien une apologie de la violence. Si certains en doutent, c'est parce qu'on ne dit plus comme jadis qu'il faut tuer, mais on utilise des phrases contournées... Tout le monde ne s'y trompe pas. Vous prétendez défendre la classe ouvrière mais j'ai lu dans la presse que des ouvriers rasent la tête des étudiants qui vont prêcher la violence dans les usines où l'on travaille.

Je requiers par conséquent

une peine contre vous : en vous demandant de faire abnégation de vos idées pour vous préparer à faire votre métier futur. Treize mois de réflexion devraient vous aider dans cette voie : vous êtes élève d'une Ecole Normale Supérieure, et vous n'avez rien à voir avec ces malheureux qui paient sans avoir la culture suffisante pour comprendre ce qu'ils faisaient. La rétribution dont vous bénéficiez doit permettre aux institutions normales de la République de fonctionner normalement : je demande donc contre vous une contribution forcée aux caisses de l'Etat. Aussi un bon trimestre de traitement serait-il le bienvenu et pour que votre peine figure longtemps sur votre casier judiciaire sans vous empêcher d'enseigner, je demande 13 mois de prison avec sursis et 3.900 francs d'amende qui pourront être ramenés à 3.000 francs par indulgence des juges.

Passons sur l'agressivité du procureur pendant le

procès : nous croyons sincèrement qu'il entendait faire son métier en toute bonne foi, ce qui n'empêche pas son argumentation d'être spécieuse. Exemple : la G.P. n'a pas revendiqué l'incendie de la Cellophane qui servait les intérêts du patronat, au contraire.

Le réquisitoire proprement dit montre que la justice bourgeoise n'entend pas se mettre trop en frais pour accomplir sa tâche. Incapable d'utiliser d'une argumentation politique, elle fait la morale la plus sottise et la plus mièvrée, en se moquant sans retenue de la triste réalité. Quelle distance y a-t-il entre ce chef-d'œuvre d'éloquence et un discours électoral que pourrait faire un candidat U.D.R. moyen ? Faisant semblant d'aller au fond des choses, le procureur est obligé d'ignorer la vérité et ne peut parler que pour ne rien dire. La justice bourgeoise est bête, ce qui ne l'empêche pas d'être coupable. □

La politique sans masque

Jacques Malterre

Le député officiel de la Lorraine du Sud, M. Souchal, ayant démissionné pour bien marquer qu'un parlementaire ne peut strictement rien faire, les Lorrains, gens sérieux, en ont déduit logiquement qu'il fallait se donner un « directeur ». J.-J. Servan-Schreiber s'y connaît en « management », il n'est pas soucieux de sommeiller sur les bancs du Palais-Bourbon. Il fait l'affaire.

Il fait aussi une bonne affaire. Il était attendu et pas seulement par les Lorrains. Une partie du patronat français voit en lui l'homme du « 2^e temps ».

Le capitalisme prend les choses en main

Pompidou fut l'homme du 1^{er} temps, l'homme nécessaire pour abattre un gaullisme qui avait cessé d'être nécessaire et qui commençait à devenir nuisible. L'autorité du général était mal supportée par les partisans de la liberté pour le capitalisme international. Mais l'origine de Pompidou et de l'U.D.R., leur réticence à tout abandonner de ce que furent les objectifs gaullistes agacent encore les grands maîtres du capitalisme avancé. Il faut leur faire comprendre qu'ils sont à la merci d'un lâchage général. Il n'est pas question qu'ils acquièrent à nouveau un « pouvoir personnel ». On le leur a déjà fait sentir avec Poher. Le grand capital aime les serviteurs dociles donc faibles. Poher était parfait pour cela, sauf qu'il manquait par trop de crédibilité : il faut aussi que la façade ait de la prestance ; sinon le suffrage universel renâcle.

Avec Servan-Schreiber pas d'inquiétude. L'homme qui dans son manifeste annonçait l'indépendance du pouvoir politique par rapport aux pouvoirs économiques ne fait pas un pas en avant sans requérir l'appui des financiers. Cet appui était déjà présent dans l'affaire grecque mais discrètement, il est éclatant dans l'élection de Nancy. Que pourra-t-il refuser à ceux qui lui donnent les moyens de son ascension ? alors l'approbation du suffrage universel n'est plus (si tant est

qu'il l'ait jamais été) la source de la puissance mais sa conséquence.

La majorité actuelle est ainsi prise au piège... Si elle se durcit pour trouver une base politique plus ferme elle perd l'appui d'une partie des forces capitalistes.

Si elle essaie de rattraper celles qui l'ont lâchée elle perd toute marge de manœuvre et le masque de son autonomie tombe complètement.

Le capitalisme de son côté prend des risques, il s'estime assez fort pour apparaître en France sur la scène politique sans paravents. A Nancy il a pris les choses en mains et a imposé jusqu'à ses méthodes de marketing : matraquage publicitaire et promesses d'action directe. Il s'agit là d'une attitude nouvelle. Le vieux capitalisme, celui des maîtres de forge, omniprésent sur le terrain, entendait toujours négocier avec l'Etat (accord Ferry-Debré) pour que celui-ci endosse les responsabilités.

Moyennant quoi il avait les mains libres pour conserver sa chasse gardée et empêcher l'arrivée de nouvelles industries.

Ce qui peut changer en Lorraine

Mais c'était faire encore la part trop belle à l'Etat, c'était aussi dangereux à terme. Le mécontentement montait très fort aussi bien dans la classe ouvrière de Lorraine en butte à l'arbitraire des directions sidérurgistes parisiennes que dans les classes moyennes inquiètes de leur avenir dans une région bloquée.

Ce mécontentement le P.C.F. le gérait sérieusement mais c'est surtout le P.S.U. qui aurait pu lui donner sa traduction politique avec une force grandissante. Il était temps de stopper ce glissement vers le mouvement ouvrier. M. Souchal n'en était pas capable, il fallait un type d'homme qui brouille les cartes et qui pose des problèmes à court terme auxquels les forces révolutionnaires ne peuvent donner de réponse puisque dans le cadre du régime actuel, ces solutions sont entre les

mains de ceux qui tiennent tout : l'argent, les emplois, la presse locale, les relations avec le capitalisme allemand.

Cependant, ce ne sont pas cinq ou six usines de plus qui changeront la condition des travailleurs lorrains et qui donneront à la Lorraine la capacité de se mobiliser elle-même pour affirmer sa vitalité. Le P.S.U. accepte le défi « à l'américaine » de Servan-Schreiber, il portera la contestation sur son vrai terrain, celui de la condition des travailleurs, de l'exploitation des habitants par les spéculateurs, celui aussi du sous-développement systématisé des capacités intellectuelles et, enfin, de l'absence d'instruments régionaux de planification. Dans les prochaines années, il nous faut être les organisateurs de la rébellion contre les médecins qui ne savent utiliser que le chloroforme. Il faut aussi préparer les contre-feux partout où les nouveaux agents du capitalisme s'apprêtent à renouveler leur opération, à commencer, demain, par Metz et, après-demain, le Nord, Grenoble, Toulouse ou Le Havre.

Chacun abat ses cartes

Pour y parvenir, le P.S.U. et les autres forces réellement socialistes doivent combiner leur action ; ils doivent surtout rassembler des groupes sociaux qui, un moment désorientés, restent disponibles et attendent des initiatives qui ne sont pas électorales. Puisque les forces capitalistes interviennent ouvertement dans le jeu politique, il est temps que les forces sociales qui s'opposent au développement tel que le conçoit le capitalisme se compromettent aussi sur la stratégie globale, c'est-à-dire sur le terrain politique. Sinon, elles pourront bien obtenir tel ou tel avantage, mais leurs luttes ne déboucheront que sur un échec final. A vouloir gagner trop vite les organisateurs de l'opération montée par le truchement de J.-J. Servan-Schreiber ont déjà abattu leurs cartes. A nous de savoir en profiter. La carte de l'adversaire, c'est l'usage politique de l'argent ; la nôtre, c'est la force de la lutte des classes dirigée par un parti de masse. □



A.D.N.P.



Agip



A.D.N.P.

politique intérieure

Le parti socialiste à la recherche d'une stratégie

Gérard Féran

Le parti socialiste n'a pas de chance. Son « plan d'action » devait constituer pour lui le moyen de reprendre une initiative politique qu'il n'a guère eue depuis son rajeunissement. Malheureusement ses petits camarades radicaux et conventionnels ont eu la mauvaise idée de sortir, qui leur « manifeste », qui leur « contrat socialiste » auparavant et de retirer ainsi aux amis de M. Savary le seul intérêt qu'aura pu avoir leur plan : l'originalité. Ce n'est donc pas la lecture des textes du conseil national d'Epinais qui nous apprendra beaucoup : depuis 1920 la S.F.I.O. n'a pas inventé grand-chose et se contente d'alterner les périodes de luttes électorales où elle pactise sans vergogne avec la droite, à des périodes de congrès où l'on vote des positions dites pures et dures. Quand on sait que c'est Guy Mollet lui-même qui veille attentivement à la fidélité du parti au marxisme depuis son départ du secrétariat général on sait à quoi s'attendre sur l'évolution réelle du parti socialiste. Plus intéressante sera par contre l'analyse du rapport de forces qui s'est traduit dimanche à Epinais par la victoire de la tendance Savary sur celle de Mauroy-Chandernagor. L'opposition s'est faite sur les rapports avec le parti communiste, Mauroy voulant leur imposer de strictes conditions et Chandernagor les refusant catégoriquement.

Les deux bénéficiant d'ailleurs du soutien de M. Mitterrand venu

apporter le salut de la C.I.R. aux socialistes. Ce point est important car il manifeste que si la majorité du conseil ne sait pas exactement ce qu'elle veut, hormis « rester de gauche », il est clair que la minorité qui s'est renforcée dimanche a au contraire des idées fort précises : celles de M. Servan-Schreiber. Tirant les conclusions de la politique du parti socialiste, cette tendance abandonne résolument des positions anticapitalistes qui demeurent partagées par la majorité et entreprend de redonner un nouveau souffle politique à la bourgeoisie. Niant l'existence de la lutte des classes, acceptant l'organisation capitaliste du travail, partisane d'une Europe libérale et atlantique, la droite du parti socialiste est mûre pour rejoindre le néo-radicalisme.

Du côté des soutiens de M. Savary, la situation est beaucoup moins claire.

Car si le plan d'action admet que « l'action des socialistes est une action de classe », il reste impuissant à en tirer les conséquences au niveau d'une stratégie anticapitaliste cohérente. La question de la nature du pouvoir d'Etat en système capitaliste n'est toujours pas réellement posée puisqu'il s'agit uniquement de l'occuper pour y accomplir des réformes de structure.

Les moyens préconisés pour atteindre le socialisme restent les mêmes qu'au temps de Mitterrand,

c'est-à-dire qu'ils supposent que la bourgeoisie acceptera tranquillement la dépossession de ses pouvoirs si elle y est invitée par une majorité électorale. Le « contrat » proposé ne prend même pas en considération les luttes massives de travailleurs. Il n'est que l'accord électoral passé entre différents groupes politiques soucieux d'une victoire électorale prochaine. A y regarder de près, le débat ne s'est pas fait à Epinais sur la stratégie mais sur les alliances du parti socialiste. A défaut de savoir exactement quel type de socialisme elle concevait et quels moyens elle entendait prendre pour le réaliser, la majorité a préféré axer uniquement le débat sur l'alliance avec le centrisme ou le parti communiste. Le texte voté indique que « la stratégie du parti socialiste écarte toute compromission avec les forces représentatives du capitalisme, y compris par des combinaisons centristes ». Motion qui semble claire d'autant plus qu'elle s'opposait à celle de la fédération des Bouches-du-Rhône (Deferre) qui n'excluait que « les combinaisons centristes alliées du gaullisme ». Mais l'on sait que le parti socialiste lui n'est pas à son premier texte sur le refus du centrisme et que cela ne l'a jamais empêché de passer des alliances, y compris avec l'U.D.R.

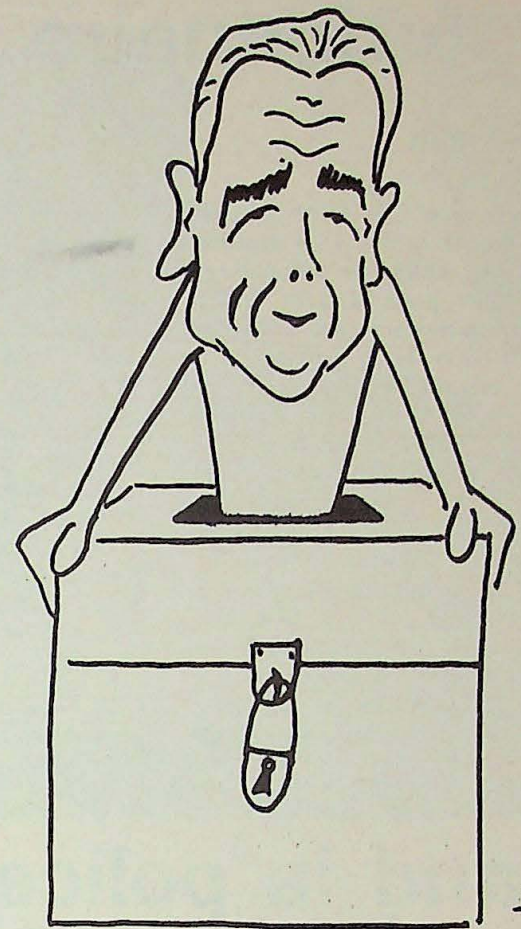
A l'issue de ce conseil national deux questions essentielles se posent au parti socialiste : la première est celle de sa pratique.

Va-t-on enfin assister à l'application effective des décisions majoritaires, c'est-à-dire le refus de toute alliance avec des forces représentatives du capitalisme ? La réalisation de ce point, quelles que soient l'extraordinaire ambiguïté du type de socialisme proposé et la nullité de sa stratégie, représenterait déjà un pas important en avant.

Deuxième question : la majorité du parti socialiste ayant refusé de servir de solution de rechange à la bourgeoisie, en marchant sur les traces de Servan-Schreiber, va-t-elle pour autant rejoindre les positions d'un socialisme révolutionnaire conséquent dans sa théorie comme dans sa pratique ? Il est clair que ceci conduirait une partie des militants socialistes à refuser une « stratégie du contrat » qui à aucun moment ne remet en question dans les faits l'organisation capitaliste du travail et le pouvoir de la bourgeoisie. Nul doute qu'une telle évolution, si elle se produit, laisserait en chemin nombre de ceux qui ont voté hier contre la tendance Mauroy-Chandernagor.

Dans la situation actuelle en tout cas, il est clair que le parti socialiste ne représente plus réellement un courant politique. Ses militants devront choisir entre un « statu quo » qui ne peut qu'aboutir à terme aux propositions réformistes de Chandernagor et entre une refonte radicale des objectifs et des moyens que le P.S. conserve encore. □

J.J.S.-S.



Nancy et le réformisme

Jacques Gallus

Contrairement à ce que croit M. Robert Poujade, le premier tour des élections de Nancy est une lourde défaite pour la majorité, et pas seulement au plan local.

Hier encore, la Lorraine était sentimentalement attachée par les liens de l'Histoire à un homme prestigieux. Mais le 27 avril 1969, elle a compris que le général de Gaulle n'était pas seulement l'homme du 18 juin mais aussi le paravent des intérêts privés ; aussi lui a-t-elle voté la défiance. Dimanche dernier, il n'y avait plus de paravent. L'impuissance de l'élus local à faire passer l'intérêt général en premier avait été telle, des années durant, qu'il en est venu à démissionner. Il témoignait ainsi des véritables mobiles de la politique du pouvoir qui, sur le plan national, sacrifie le cadre de vie de la population à la croissance de quelques monopoles industriels (cf. le VI^e Plan) et qui, sur le plan local, « oublie » une région entière pour des raisons de rentabilité financière.

La première leçon de cette élection est donc fort claire : on ne gouverne pas impunément par des décisions venant de Paris et qui dédaignent délibérément les conditions de vie d'hommes et de femmes qui ont droit eux aussi à la prospérité. A cet égard, le carrousel des ministres dans la dernière semaine électorale n'a fait qu'ajouter l'imposture au mépris.

Le second aspect à noter est le maintien et même le progrès de la position du parti communiste dans cette circonscription. Après le bon score de G. Heckli dans la 12^e circonscription de Paris, il y a là un deuxième indice que les classes exploitées voient toujours dans le P.C.F. un défenseur sérieux et constant de leurs intérêts. Les querelles idéologiques au sein du parti, les avatars du socialisme à la Brejnev ne changent rien au réflexe de l'électeur qui vote pour celui qui lui paraît le plus apte — car le plus puis-

sant — à améliorer sa situation concrète. C'est dans ce sens que le P.C.F. a fait campagne à Nancy, avançant parfois des arguments douteux comme d'insister sur la nationalité allemande de certains capitaux quémantés par Servan-Schreiber, en feignant d'ignorer que la loi du capital est apatride. Ainsi le P.C. qui a choisi la stratégie électoraliste a fait preuve de sa maîtrise en la matière.

Enfin, le troisième enseignement de cette élection, le plus important, est constitué par les 45 % des voix obtenus par Servan-Schreiber.

On a beaucoup parlé du style de sa campagne. Qu'il nous suffise d'ajouter qu'à cet égard encore, J.-J. S.-S. est le cheval de Troie de l'Amérique. Jusqu'à présent, il était encore possible dans notre pays de mener, lors des élections, des campagnes d'explication politique. Il est à craindre que J.-J. S.-S. n'ait fortement contribué à abaisser le niveau des débats à celui des cuisses de majorettes et des sourires à la Kennedy.

Les sources de J.-J. S.-S.

Mais, au-delà du style, il y a les chiffres : où Servan-Schreiber a-t-il trouvé tant de voix ? D'abord dans l'électorat traditionnel de M. Souchal et nous avons vu pourquoi. Ensuite, il a fait le plein des voix centristes qui représentent un potentiel important : n'oublions pas que le M.R.P. avait une large audience dans cette région avant 1958. Enfin, et c'est le phénomène le plus remarquable, Servan-Schreiber a balayé les positions du parti socialiste et a entamé celles du P.S.U.

L'effondrement du P.S. n'est cependant pas une surprise. Depuis plusieurs années sa clientèle ultra-réformiste s'amenuise lentement mais sûrement, déçue par la pâleur des dirigeants et le vide du programme politique et économique ; compte tenu de ce vide et de celui des « luttes » du

P.S., elle ne veut plus cautionner une ligne politique dont l'axe essentiel est l'alliance avec le P.C. Le peu de poids du P.S. fait craindre à sa clientèle un Anschluss politique et c'est pourquoi J.-J. S.-S. est l'homme providentiel : il permet à de nombreux électeurs de voter utile et d'espérer ainsi retrouver une place sur l'échiquier politique alors qu'ils en ont été chassés par le phénomène gaulliste.

Ainsi, la pente obligée du parti socialiste (cf. l'article de G. Féran sur le Conseil national) se trouve-t-elle renforcée par cette élection : il est désormais clair que la vocation social-démocrate est plus que jamais dans une alliance de type centriste. En effet, c'est seulement dans ce cadre que ce courant politique est capable de se faire entendre car il y trouve ses alliés naturels.

Les médiocres résultats, par rapport aux précédentes consultations électorales, de notre camarade François Borella appellent également à réflexion. En effet, il est incontestable que le P.S.U. était en bonne position dans la région et les résultats des législatives de 1967 et 1968 (entre 13 % et 17 % des voix) sont là pour le montrer. En particulier, notre parti avait su trouver un large écho parmi les couches moyennes, en particulier chez les cadres et les techniciens.

Le P.S.U. et son électorat

On sait que ce sont les couches sociales qui sont très menacées par le développement de la croissance de l'économie capitaliste : elles se sentent exploitées à la fois par la grande entreprise qui ignore leurs aspirations et par l'Etat qui aggrave sa fiscalité contre eux. Or, la région Lorraine Sud présentait à cet égard une situation exemplaire puisque se trouvant dans un état de pré-crise économique rendant la position de ces hommes encore plus précaire.

Cela étant, il faut constater aujourd'hui que J.-J. S.-S. a recueilli l'essentiel de ces voix qui avaient, les années passées, cru voir dans le P.S.U. le défenseur de leur cause. Si notre parti a pensé et pense encore qu'une certaine fraction de ces couches sociales peut être un allié des classes exploitées, l'élection de Nancy l'a mis devant le fait accompli que le contrôle électoral de ces couches lui échappe.

Dans un tel contexte, il est clair que le problème de l'électoralisme se trouve posé. En effet, Servan-Schreiber a démontré, et de quelle façon ! que se présenter à des élections nécessite de faire des promesses hasardeuses pour obtenir le maximum de voix de l'ensemble des composantes du corps électoral. Il devient ainsi de plus en plus difficile de prétendre être élu sans faire des concessions majeures aux règles de ce jeu truqué. De ce point de vue, la base électorale du P.S.U. à Nancy était particulièrement vulnérable et il est clair qu'elle s'est réduite dès qu'est apparue un type nouveau de réformisme qui a pu fournir quelques preuves financièrement tangibles de son modernisme.

La question majeure

Dans cette conjoncture caractérisée en définitive par le désir des électeurs de voter utile, la position de notre parti est rendue très difficile car l'on sait quelle stratégie de repli il faut adopter pour paraître « utile ».

Toutefois, au-delà du problème de l'électoralisme, c'est celui de l'absorption des forces social-démocrates par le courant réformiste de Servan-Schreiber qui émerge de cette élection. Il pose au P.S.U. la question de savoir si la social-démocratie morte et enterrée mérite toujours que l'on s'intéresse à son sort alors qu'un réformisme de type nouveau prend de l'essor et constitue, à terme, une menace. □

De la légalité révolutionnaire

Rémy Grillault

Dans son souci de faire respecter « l'ordre et la loi » le gouvernement se voit obligé de bafouer ses propres règles pour arriver à ses fins. Son comportement à l'égard des anciens militants de la Gauche Proletarienne en dit long sur la façon dont les droits les plus élémentaires sont piétinés : ainsi ce qui se passe actuellement pour les diffuseurs de la « Cause du Peuple ».

Ces camarades sont interpellés et arrêtés sous l'accusation de vendre le journal d'une organisation dissoute, *alors qu'aucun attendu de la dissolution n'autorise cette liaison entre le journal et l'organisation.*

De telles arrestations n'ont donc absolument aucun prétexte puisqu'el-

les ne relèvent ni du délit de droit commun, ni même du délit d'opinion dont la police se sert pourtant systématiquement. Elles ne reposent sur aucune base juridique et sont donc l'expression de l'arbitraire le plus total.

Autre exemple qui nous renseigne sur l'incroyable mépris de la bourgeoisie pour ses propres lois : l'association des « Amis de la Cause du Peuple », légalement déclarée n'a pas obtenu de récépissé d'enregistrement, obligatoire dans ce cas. Aucune justification n'a été donnée de ce refus.

A ces deux exemples il faut aussi ajouter une petite manie dange-

reuse qui fait fureur depuis quelques temps. Celle de relever les identités du public assistant à des procès de « gauchistes » ce qui là encore est notoirement illégal. Il est clair que la répression est désormais entrée dans une nouvelle phase, celle qui ne se contente pas de mesures légales mais passe directement à l'illégalité si nécessaire. M. Edgar Faure qui lors du dernier face à face avec Michel Rocard semblait se poser beaucoup de problèmes métaphysiques sur la légalité républicaine aurait tout intérêt à se renseigner auprès de ses amis de la majorité.

Il apprendrait des choses... pas très racontables. □

Quand la police se rebiffe...

Pierre Gautier

Nous n'en sommes pas encore à crier « la police avec nous », mais ça fait rudement plaisir de voir que le syndicat des policiers (F.A.S.P.) se rebiffe contre la politique de M. Marcellin, et de lire dans la presse que « les policiers autonomes entendent aller jusqu'à la grève pour faire aboutir leurs revendications ».

Bien sûr, depuis, tout est rentré dans l'ordre (républicain) mais M. Marcellin qui faisait le dégoûté à tout de même été obligé de recevoir les représentants de ses flics. Il faut croire que le régime auquel ceux-ci sont soumis (sans jeu de mots) n'est pas si reluisant que ça, que les heures supplémentaires non payées sont légions et que la manière dont on trimalle ces pauvres bougres de C.R.S. d'un point à l'autre du territoire, dans des conditions d'hébergement, de nourriture et de

vie déplorables, cela commençait à faire sauter le couvercle de la marmite.

Monate, secrétaire du syndicat des policiers expliquait même à la télévision (après avoir rencontré Marcellin) qu'il y avait des tâches de répression imposées aux policiers qui auraient pu être réglées par des moyens politiques ! Autrement dit on nous met nous autres policiers à toutes les sauces, alors qu'on pourrait régler les problèmes autrement : discrète allusion à la « banalisation » du campus de Nanterre et à d'autres du même genre.

Au cours du congrès des policiers, on a vu également une levée de boucliers (si l'on ose dire) contre les tentatives de Marcellin de « militariser » le corps des policiers (par

la création de certains corps de grades, spécialisés).

Bref, ça branle dans le manche (du gourdin).

Il est tout de même intéressant de relever que les phénomènes de contestation publique dans cette corporation spéciale, sont rares.

Ils se manifestent cependant dans toutes les crises de régime : rappelons-nous la manifestation des policiers devant le Palais Bourbon quelques mois avant la chute de la IV^e République, rappelons-nous également les déclarations de la F.A.S.P. et de son représentant Monate en mai 58. Le temps des janissaires est révolu. Même dans le corps (rompu) des flics, les bruits assourdis de la lutte des classes, se distinguent : comme il est faible malgré tout le pouvoir de MM. Pompidou, Marcellin et Cie ! □

Un combat inégal

Jean Verger

Laurent Salini commentant dans « L'Humanité » le face à face E. Faure - M. Rocard, compare notre ex-ministre de l'Education nationale à Necker ministre réformateur de Louis XVI appelé quelques mois avant la révolution française à prendre les mesures de sauvetage d'un régime à la dérive.

Grave erreur : Edgar Faure n'est pas Necker. C'est un honnête carriériste, qui a trempé son biscuit dans toutes les sauces, dans tous les régimes, tous les gouvernements, pour sa plus grande vanité personnelle et son goût du pouvoir.

Le « numéro » démocratique et réformiste d'E. Faure suait la démagogie et sa conception de la « légalité » qui lui a fait avaler sans vergogne le coup d'Etat de de Gaulle en mai 58, et toutes les entorses actuelles à cette même légalité, nous font sourire de mépris.

Michel Rocard expliqua clairement que nous entendions nous servir de cette légalité tant que cela serait possible, mais qu'il n'y aurait pas de changement de régime sans un saut qualitatif profond, produit d'une mobilisation du mouvement ouvrier, c'est-à-dire une révolution que portaient en germe juin 36 et mai 68.

Pressé par Edgar Faure de donner des détails sur la forme exacte que prendrait ce processus révolutionnaire, notre camarade Rocard, qui n'avait pas à mettre son adversaire dans la confidence, lui répondit du tac au tac : « on vous le racontera après. »

Laurent Salini, lui, a parfaitement compris le rôle répressif de l'Etat, sa fonction d'arbitrage des intérêts fondamentaux de la classe capitaliste, il reconnaît dans son article que Michel Rocard « eut le mérite de dire clairement que l'Etat actuel est celui des privilégiés de la fortune » mais il n'est pas d'accord avec M. Rocard qui « s'entête à croire que le socialisme pouvait jaillir des grèves de 36 et couler des événements de mai 68. » Tout ceci, d'après Salini, c'est de la phrase révolutionnaire ; l'esquisse de la solution du problème de l'Etat, est indiquée plus loin dans la petite phrase : « le pouvoir doit tendre à améliorer l'ordre des choses, à l'améliorer profondément et non à le conserver. » Mais comment changer de pouvoir ? Toute la question est là.

En refusant de prendre comme modèle d'un processus radical de changement les « grèves » de 36 et les « événements » de mai 68, Laurent Salini renvoie le socialisme aux calendes grecques. Il apporte en même temps sa caution au Necker de M. Pompidou.

Mais ne sommes-nous pas en 1788 ? □

Stages d'été

Trois stages principaux de formation sont dès maintenant décidés pour l'été prochain :

- 1) Stage « Jeunes travailleurs » du 1^{er} au 14 août, en Corse.
- 2) Stage de formation de cadres fédéraux, du 23 au 30 août, sur les bords de la Loire.
- 3) Stage « étudiants », du 31 août au 9 septembre, dans le Massif Central.

Un récent « Directives » définit le programme, l'organisation et les modalités d'inscription. Dès maintenant veillez à vous conserver quelques jours de liberté.



Collombert

Une grève pour le contrôle en Haute-Garonne

Une grève de 24 jours vient d'avoir lieu dans une usine du groupe Ugine-Kuhlmann à Marignac, spécialisée dans la production de fonte, de nickel et de poudre de magnésium et employant 450 personnes. La grève a fait ressortir à quel point les travailleurs refusaient les normes de production que la direction entend leur imposer. A cette occasion les camarades du P.S.U. ont diffusé le tract suivant.

L'usine Ugine-Kuhlmann de Marignac est en grève et occupée depuis le 12 mai.

Les ouvriers rejoints par les employés conduisent un mouvement revendicatif sans précédent dans la région. *Il faut qu'on le sache !*

Combativité et démocratie ouvrière

Les travailleurs de Marignac ont pris l'offensive devant le refus d'une direction patronale de discuter de revendications justifiées : augmentation des bas salaires, alignement des coefficients de qualification sur ceux des usines voisines U.K., pas de différenciation injuste entre les salaires.

La démocratie ouvrière a joué à plein : C'est en assemblée générale que les décisions sont prises :

- organisation démocratique des piquets de grève et de sécurité ;
- mise en échec des manœuvres de division de la direction ;
- durcissement de la lutte devant les tentatives de démobilisation des grévistes.

Il faut organiser la solidarité pour soutenir les travailleurs en grève.

Les solidarités se sont renforcées dans l'usine : les employés ont rejoint les ouvriers dans la grève.

Une petite minorité de travailleurs, dont les salaires sont déjà plus élevés et auxquels la direction proposait une importante augmentation ont refusé d'être augmentés seuls parce que leurs camarades n'obtenaient rien.

Les solidarités se déclarent hors de l'usine :

— Dans l'ensemble des usines du groupe U.K. : semaine de grève de soutien et organisation de collectes.

— Dans les entreprises de la région, et même quelquefois dans les petites où l'on sait pourtant que les salaires sont très bas et la sécurité de l'emploi menacée.

— Dans certaines unions locales de syndicats.

— Dans certaines entreprises toulousaines comme l'ex-ONIA — parmi les enseignants et agents de lycées, des collèges et des écoles (S.N.E.S., S.N.I.).

— Parmi les agriculteurs (coopé-

rative viticole de Lavelanet de Comminges).

— Parmi les étudiants toulousains de l'U.N.E.F.

— Parmi la population (collectes dans les quartiers), etc.

Ce mouvement de solidarité doit s'amplifier : il aide les travailleurs de Marignac en démontrant en outre qu'il s'agit bien de la lutte de la classe ouvrière et de ses alliés contre le système capitaliste qui les opprime tous sous des formes diverses.

Le sens des revendications s'est approfondi

— En occupant l'usine, les travailleurs entendent *contrôler* leur outil de travail.

— En demandant la parité des indices avec d'autres usines du groupe, les travailleurs attaquent *le système capitaliste de rémunération du travail*.

— En discutant entre eux du problème des indices de qualification, les travailleurs en viennent à *dénoncer leurs conditions de travail* pénibles, qui sont, non pas des nécessités imposées par la technique, mais un élément fondamental du système qui les exploite (ce qui compte pour la direction, c'est la productivité, pour le profit du trust U.K. Ce qui n'a rien à voir avec l'intérêt et la dignité des travailleurs).

— Dans leur lutte contre le silence ou les manœuvres de la direction, les travailleurs mettent en cause le *pouvoir patronal*, c'est-à-dire le pouvoir du capital qui tient sous sa coupe la vie d'une grande partie d'un canton.

Ils forcent à poser la question primordiale : qui décide à U.K. et au profit de qui ?

La grève de Marignac pose la question du débouché politique des luttes ouvrières

Aujourd'hui on assiste à une multiplication et à un durcissement des conflits du travail : avec plus ou moins de clarté, c'est partout la nécessité actuelle des solutions socialistes qui s'impose. Les travailleurs n'ont rien à attendre du capitalisme, qui ne peut prospérer qu'en les divisant et en les exploitant.

Au même moment à Monaco

Jacques Ferlus

Au début de la semaine dernière les travailleurs des usines du groupe Perrier reprenaient le travail. Au bout de dix jours de grève ils obtenaient une augmentation des salaires et une diminution des horaires. Tout allait pour le mieux, il n'y aurait pas pénurie d'eau gazeuse, les gentlemen en villégiature à Monaco pourraient sans risque commander leur whisky soda...

Mais surprise, voilà qu'en se présentant aux bars des hôtels de la Principauté ils apprennent que le personnel est en grève... La lutte des classes ? Ici ? Quelle époque !

Quand à Monaco les bars sont fermés et que les hôtels n'offrent plus un service normal, les ladies, les gentlemen, les comtesses, les princes en exil, les bourgeois en vacances et les P.D.G. en goguette s'émoussent... Peut-être lisent-ils ? Le « Times » s'intéressant surtout aux élections britanniques, ils préfèrent oublier leurs déboires dans la lecture de la presse française

La colère des sidérurgistes d'Usinor

Ainsi ils ont appris qu'un grave conflit avait éclaté chez Usinor à Dunkerque. Accusé de ne pas avoir terminé un travail relevant de la sécurité, un ouvrier a été mis à pied pour deux jours. Aussitôt les travailleurs de l'usine se mettaient en grève et bloquaient dans un bureau un ingénieur et deux agents de maîtrise. Le travail ne reprenait que deux jours plus tard, après que la direction, au mépris de toutes les règles de la sécurité de l'emploi, eut menacé d'arrêter un haut-fourneau, mettant ainsi 6.000 ouvriers au chômage.

La grève de Marignac, par le sens des revendications qu'elle pose, par les solidarités qu'elle déclenche, par la résolution des travailleurs unis, met en lumière le problème du débouché politique des luttes ouvrières, qui seul peut assurer leur victoire définitive. Les solidarités qui se sont manifestées dans l'action unie de la grève devront se développer bien au-delà de cette grève.

La victoire du socialisme, depuis l'entreprise, en passant par le village, la ville, la région et jusqu'au pouvoir central, ne peut venir que d'une coordination des luttes des travailleurs du secteur industriel, paysan, universitaire, des étudiants et aussi des petits commerçants et artisans, dans la mesure où ils comprennent que leur seul espoir est de rejoindre le combat des forces du courant socialiste.

Camarades, le combat socialiste est votre combat. □

Au même moment à Monaco, le client de l'hôtel de Paris se voyait dans l'obligation de faire lui-même son lit tout en se demandant si le fait de ne pas coucher dans des draps absolument propres, n'allait pas l'empêcher de dormir la nuit prochaine. Grave question en effet...

Lock-out dans le bassin de Merlebach

En cirant lui-même ses chaussures — My God que c'est amusant ! — le sujet de Sa Majesté britannique pouvait prendre des nouvelles de la Lorraine, mais sûrement pas de celles de J.-J.-S.-S. ce cow-boy ! Non, il y avait dans le bassin houiller de Merlebach 150 conducteurs de locomotives en grève. Ils demandaient que leurs salaires et leurs conditions de travail soient révisés. Là encore le patronat tente de boycotter le mouvement en mettant 4.000 mineurs au chômage. Mais la solidarité a déjà résisté à plus dure épreuve. Les chômeurs forcés ne se décidant pas à trahir leurs camarades en grève, la direction a estimé qu'il valait mieux donner satisfaction à ces derniers.

Au même moment, à Monaco, le gentleman de la chambre 327 songe qu'en son royaume on a, du temps de Jeanne d'Arc, trouvé de quelle manière doivent se traiter les contestataires lorrains...

La riposte patronale

Mais les patrons français savent se battre, peut-être même mieux que les autres. Chez Lip-Besançon par exemple, la direction vient d'assigner les grévistes qui occupent les locaux de l'usine devant le tribunal

des référés. Chez Alcatel-Anancy 500 travailleurs sont en grève sur le tas. L'huissier convoqué par la direction a constaté que 50 personnes seulement manifestaient le désir de reprendre le travail. Aux Pâperies Navarre de Roanne, malgré l'avis contraire de l'inspecteur du travail, on veut licencier le délégué de la C.G.T. L'accès de l'usine lui est interdit. Une grève a éclaté vendredi.

Jeudi dernier, pour une revendication salariale, les 1.000 travailleurs d'Idéal-Standard à Autun poursuivaient une grève commencée le 6 juin.

Au même moment à la terrasse du café de Paris à Monaco, les comtesses octogénaires ne pouvaient se faire servir leur thé avec une goutte de lait et un seul sucre à cause du diabète... On n'aurait jamais toléré ça autrefois !

Une malaise qui se généralise

Il y a également comme un malaise du côté de Saint-Etienne notamment dans la métallurgie. Il y a grève aux Forges de la Loire et de nombreux débrayages dans des entreprises comme Manufrance et Holtzer-Outillage. Il faut citer aussi la grève de la Fonderie Montupet à Ussel et celle de Rhône-Poulenc à Saint-Fons déclenchée à la suite d'un incendie qui a coûté la vie à un travailleur.

Au même moment à Monaco, le gentleman se dit, en refermant son journal, que rien ne va décidément plus au royaume de France...

Une partie de golf lui remettrait les idées en place, mais qui portera les crosses (en anglais : clubs) ? That is the question ?

A Monaco le personnel de la société des bains de mer, qui gère les palaces, est en effet toujours en grève. Ces travailleurs demandent l'augmentation de leurs salaires et ils

ont tort ; n'ont-ils pas des fourboires conséquents ? Ils ont tort de vouloir la retraite à 60 ans, car contempler et servir cette riche clientèle durant quarante années n'est pas déprimant. Ils ont tort de revendiquer leur participation à un conseil de gestion, car ici le personnel répond seulement quand on le sonne. Point.

Vers d'autres affrontements

C'est donc une importante agitation sociale qui se manifeste à travers le pays à la veille des vacances. A travers des luttes dures, qui mobilisent un nombre important de travailleurs, deux revendications reviennent constamment : les augmentations de salaires et les conditions de travail. Ainsi les travailleurs manifestent leur volonté de profiter, eux aussi, de la reprise économique qui a effectivement lieu. D'autre part ils entendent posséder dans l'entreprise les moyens qui leur permettent de remettre en cause l'organisation capitaliste de la production. La riposte patronale qui intervient désormais quelques heures après l'éclatement des conflits, montre bien l'importance de ce véritable combat de classe.

Ainsi ceux qui ne voient dans ces affrontements que les derniers soubresauts d'une année sociale qui s'achève, se trompent.

Ce sont plutôt les prémisses d'affrontements de plus grande envergure qui ne manqueront pas de se manifester. Plus ou moins tôt, selon les moyens que prendront les organisations ouvrières pour les imposer.

Pendant ce temps à Monaco, les P.D.G. au repos — mais oui, mais oui — pestent contre la lutte ouvrière qui ose se manifester jusque dans les couloirs de leurs palaces. Couloirs dont il faut se souvenir que les tapis sont souvent rouges. □



Collombert

lutttes ouvrières

Choisir le camp révolutionnaire

Ancel (Nord), Andrei (Bouches-du-Rhône), Bompard (Paris), Boyer (Hérault)

La situation actuelle se caractérise d'abord par la montée des luttes et la mise en avant de formes nouvelles d'affrontement entre la classe ouvrière et la bourgeoisie. En face de cette situation le pouvoir ne peut plus se contenter de sa politique d'intégration, et il passe à une répression de plus en plus brutale. Contre cette politique du pouvoir, notre parti a élaboré sur le plan des entreprises une première riposte : *la stratégie du contrôle ouvrier*. La conférence nationale-entreprises a donné de cette stratégie une définition à laquelle nous souscrivons pleinement : le contrôle ouvrier, ce n'est ni la cogestion ni l'instauration d'un pouvoir ouvrier partiel dans une société où la bourgeoisie conserve le pouvoir politique ; ce n'est pas non plus une « campagne » ni un objectif que l'on revendique et sur lequel on est amené à négocier, à passer des compromis, etc. Le contrôle ouvrier se place en dehors de toute légalité dans l'entreprise, en dehors de toutes institutions, c'est l'établissement par la lutte d'un rapport de forces qui permet de placer le patron devant le fait accompli. Grâce à cette stratégie la classe ouvrière s'arrache à l'emprise de l'idéologie bourgeoise et prépare sa constitution en force politique autonome capable de conquérir le pouvoir d'État.

Le contrôle ouvrier repose sur un certain nombre de principes :

- refus de toute participation et de toute intégration ;
- volonté de placer l'adversaire devant le fait accompli ;
- rupture avec la légalité patronale ou bourgeoise ;
- priorité accordée à l'initiative à la base ;
- démocratie prolétarienne de masse.

Ces principes ne sont pas seulement valables dans le secteur des entreprises, ils peuvent et doivent guider notre action dans toute une série d'autres secteurs et en particulier *la ville*, d'une part, *l'université*, d'autre part. Il ne resterait pas grand-chose de l'unité et de la cohérence de l'action du Parti si dans les entreprises nous appliquions la stratégie du contrôle ouvrier et dans les autres secteurs des stratégies qui reposeraient sur des principes différents (gestion des institutions bourgeoises, conquête de prétendus contre-pouvoirs, délégué des responsabilités de la lutte à une minorité de spécialistes, etc.). Tous les militants du parti admettent que le front des entreprises est le front principal de la lutte anti-capitaliste ; mais il faut tirer les conséquences de cette priorité du front des entreprises non seulement sur le plan de l'organisation,

mais aussi et surtout sur le plan politique : nous devons, d'une part, consacrer l'essentiel de nos efforts au développement de l'implantation et de l'action dans ce secteur ; d'autre part et surtout, *la stratégie que le parti met en œuvre sur ce front décisif doit inspirer et déterminer son action dans les autres domaines.*

Mais il faut alors voir les choses en face : la stratégie du contrôle ouvrier est une stratégie offensive, elle se place en dehors des institutions de la bourgeoisie et vise à les détruire, elle met l'accent sur l'initiative de la base et la démocratie de masse ; elle est pour tout dire une stratégie révolutionnaire ; elle s'oppose donc directement à la stratégie proposée par les organisations réformistes et en particulier par le P.C. et la C.G.T., qui repose sur la défense des avantages acquis, la colonisation des institutions bourgeoises, l'occupation de l'appareil d'État, et une action conduite non par les masses elles-mêmes mais par une avant-garde soi-disant éclairée et responsable. De même les formes d'action qu'implique la stratégie du contrôle ouvrier — rupture avec la légalité patronale et bourgeoise — s'opposent aux formes préconisées par les réformistes, qui s'enferment dans un strict respect de cette légalité et répriment toutes les formes de luttes radicales mises en avant depuis mai 1968. Si nous adoptons et si nous appliquons effectivement la stratégie du contrôle ouvrier, nous serons du même coup obligés, *bon gré mal gré, de choisir notre camp et nos alliés.*

Nous ne pourrions plus avoir notre côté cour et notre côté jardin, être un jour l'aile gauche, l'aiguillon — ou la mouche du coche — du camp réformiste et le lendemain un élément du camp révolutionnaire.

La politique actuelle du B.N., qui consiste à esquiver perpétuellement ce choix, ne sera plus tenable si la stratégie du contrôle ouvrier devient dans la réalité et non plus dans les mots l'axe de l'action du parti.

Pour nous, au contraire, il faut choisir de façon nette et claire le camp révolutionnaire et il faut le choisir dès maintenant. Choisir le camp révolutionnaire, cela signifie s'atteler sérieusement à la construction du parti révolutionnaire. Comment envisager cette construction ?

● Il est évident que le Parti révolutionnaire ne naîtra pas d'un simple élargissement du P.S.U. tel qu'il est. De nombreux militants qui partagent notre refus de la ligne réformiste travaillent dans les grou-

pes révolutionnaires, et il n'est pas question qu'en l'état actuel du P.S.U. ils rallient purement et simplement nos rangs. D'autre part et surtout de nombreux militants inorganisés attendent pour s'engager la constitution d'une force révolutionnaire unifiée.

● Le processus d'unification sera sans aucun doute long et difficile ; mais *il ne saurait commencer par des exclusives jetées « a priori » contre tel ou tel des courants qui composent actuellement le camp révolutionnaire.* Privilégier les trotskystes comme le voudrait Kergoat, c'est consolider la division du camp révolutionnaire en prétendant travailler à l'unir, c'est renforcer la tentation du gauchisme sage, sérieux et respectueux des lois. Quelles que soient les critiques que l'on peut adresser aux maoïstes français, ils ont au moins le mérite d'avoir propagé les nouvelles formes de lutte de la classe ouvrière et mis à l'ordre du jour le problème de la violence révolutionnaire. Que serait un parti révolutionnaire qui n'intégrerait pas cet apport ? Si au cours du processus apparaissent des partenaires privilégiés, ce seront d'une part ceux qui sont effectivement implantés sur le front décisif des entreprises, d'autre part ceux qui partagent notre volonté d'une action de masse : L.O., V.L.R., les militants des Cahiers de Mai, etc.

● La construction du Parti révolutionnaire implique d'abord un débat avec l'ensemble des militants et groupes qui constituent le camp révolutionnaire ; ce débat devra être conduit non seulement au sommet mais aussi et surtout à la base entre les militants, et porter sur l'ensemble des problèmes de stratégie et d'organisation qui se posent à nous, tant sur le plan national que sur le plan international. Mais *c'est principalement dans l'action commune que se construira le parti révolutionnaire.* Dès aujourd'hui nous pouvons et devons proposer à nos partenaires une mise en œuvre commune de la stratégie du contrôle ouvrier : il y a en effet une convergence remarquable entre la définition donnée de cette stratégie par la conférence nationale entreprises et les positions défendues depuis plusieurs mois par certains groupes (V.L.R., les Cahiers de Mai). Nous pouvons et devons également leur proposer des initiatives communes contre la répression et contre l'agression U.S. en Indochine. Tant par les mots d'ordre que par les formes d'action, ces initiatives devraient trancher nettement par rapport aux prétendues actions du bloc réformiste — les pétitions,

les délégations, les défilés promenades et les meetings pique-niques — et démontrer concrètement aux travailleurs de ce pays la capacité d'action unie et autonome du camp révolutionnaire et par conséquent l'existence d'une alternative réelle à la voie réformiste.

● Seule la construction du Parti révolutionnaires et les actions préparant cette construction permettront de faire réfléchir et évoluer les militants du P.C. et les travailleurs qu'il influence. Il est illusoire d'espérer peser sur la politique du P.C. en négociant au sommet avec sa direction ou en parasitant ses manifestations.

Il ne s'agit en aucune façon de considérer en bloc les militants du P.C. comme l'ennemi principal et de les traiter comme tels. Il s'agit de prendre des initiatives directement et explicitement tournées contre la bourgeoisie, ses patrons et son État, et d'obliger les militants du P.C. à se situer par rapport à ces initiatives et sur la base du rapport de forces qu'elles auront permis de créer. L'expérience montre que l'application d'une telle politique permet souvent d'entraîner dans la lutte sur nos mots d'ordre les militants du P.C. et les travailleurs qu'il influence malgré l'opposition de l'appareil du P.C.

● C'est de ces principes que doit s'inspirer notre attitude face aux élections municipales. Rappelons en premier lieu que l'action contre la ville capitaliste ne passe pas uniquement ni même principalement par les élections municipales. En second lieu, *la tactique du Parti doit être subordonnée aux exigences de la construction du parti révolutionnaire ; elle doit donc être définie sur le plan national, exclure l'alliance avec les socio-démocrates, anciens ou modernes ; en ce qui concerne le P.C., il faudra lui proposer l'union sans exclusive avec toutes les forces révolutionnaires.* Si, comme il est probable, il refuse, il prendra la responsabilité de la division, et nous serons amenés à constituer soit des listes autonomes, soit des listes d'union révolutionnaire, ce qui manifesterait ici encore l'existence d'une alternative révolutionnaire à la voie réformiste.

Le choix est donc clair et urgent. Nous souhaitons bien entendu que le Parti se prononce dans le sens que nous lui proposons, mais nous demandons au moins qu'il n'ajourne pas une fois de plus sa décision par une de ces unanimités factices dont nous avons eu trop d'exemples, et qui ne serait comprise, ni par les militants ni par les travailleurs qui nous ont jusqu'à présent pris au sérieux. □

Tribune libre

Conseil national

Juin 1970

Une menace pour l'impérialisme

Lucien Comte

Une conférence va se réunir à Rome les 27, 28 et 29 juin, sur l'invitation des mouvements de libération de l'Angola, de la Guinée et du Mozambique, pour le soutien des forces progressistes européennes, aux trois luttes armées de libération menées depuis bientôt dix ans dans l'Afrique dite portugaise.

Cette initiative a deux buts très liés : le premier est de secouer la torpeur d'une opinion internationale chloroformée par un immense mur de silence sciemment entretenu autour de ces luttes par la presse internationale. Cette même presse qui a tant parlé du Biafra, pour mieux détourner l'attention des combattants tués quotidiennement en Angola, en Guinée et au Mozambique, et des populations civiles, arrosées, là aussi, de napalm. Les nombreuses relations commerciales et les investissements importants entrepris dans cette région du globe ont besoin de discrétion, de tranquillité, bref, de « paix »...

Le deuxième but est de tisser des liens militants avec les forces et organisations progressistes européennes sur la base d'une analyse plus juste de la nature du combat mené par les mouvements de libération et surtout de l'enjeu international de la lutte, car il ne s'agit pas là seulement de soutien donné aux causes justes de trois mouvements n'ayant pu obtenir la décolonisation dans les années 60, comme les autres pays d'Afrique. Ce ne sont pas seulement des luttes légitimes d'une importance stratégique marginale (comme le

pensait par exemple Che Guevara dans son discours « Créer deux, trois Vietnam... »). Derrière la façade d'un colonialisme portugais décadent, une pièce essentielle du système impérialiste se construit, qui a pour objectif la mainmise sur les richesses immenses — sans doute supérieures à celles de l'Amérique du Nord, — de l'Afrique australe.

Une lutte populaire de longue durée

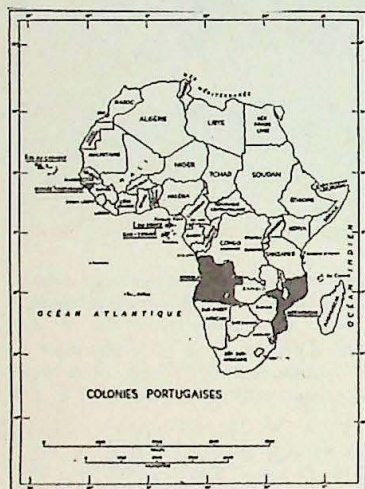
Certes les luttes menées en Angola, en Guinée et au Mozambique sont des luttes anticoloniales contre un colonisateur direct : le régime portugais. L'histoire coloniale, où les efforts d'intégration des « provinces africaines » succédèrent aux premières motivations d'évangélisation et de commerce, a abouti, malgré une résistance quasi ininterrompue des populations, à la création de sociétés colonisées sous-développées aux traits assez classiques : déracinement des individus, détribalisation des groupes, rapports économiques établis sur la base du pacte colonial, et même, aujourd'hui encore, maintien du travail forcé.

Mais, si le Portugal persévère dans la voie du colonialisme classique, c'est qu'il y est contraint par des structures économiques et politiques. « Ce qui caractérise de nos jours le colonialisme portugais est un fait très simple : le colo-

nialement portugais, ou si vous préférez, l'infrastructure économique portugaise, ne peut se donner le luxe de faire du néo-colonialisme » (A. Cabral). Cette situation n'est pas définitive : une lutte d'influence existe au sein de la bourgeoisie portugaise, et se manifeste, en particulier, depuis l'arrivée au pouvoir de Caetano, qui pourrait amener, à terme, une modification de cette politique coloniale.

Mais, pour l'instant, le fait à retenir, c'est cette incapacité portugaise à octroyer, comme l'ont fait les autres métropoles coloniales, une indépendance politique, même accompagnée de néo-colonialisme économique, cette première faiblesse en engendrant une deuxième : l'impossibilité de se défendre tout seul, d'où le recours aux alliés de l'O.T.A.N., avec leurs exigences : la possibilité pour eux de s'implanter économiquement dans les colonies. Ce qui a une première conséquence directe pour les militants nationalistes : « Il est impossible, comme l'exprimait A. Neto, président du M.P.L.A., de faire une lutte réelle contre le colonialisme classique (qui est encore celui des Portugais) sans combattre aussi le néo-colonialisme et l'impérialisme. »

De ce fait, les luttes menées dans les colonies portugaises présentent des différences importantes, des différences de nature, avec les autres luttes anticoloniales qu'a connues l'Afrique avant 1960 (celle du Rassemblement Démocratique d'Houphouët-Boigny ou celle du Néo Destour de Bour-



ANGOLA

1.250.000 km². 5,1 millions d'habitants. Capitale : LUANDA.
Déclenchement de la guerre de libération en 1961 par le M.P.L.A. (Mouvement Populaire de Libération de l'Angola) sous la présidence de A. NETO.

Un tiers du territoire est constitué de zones libérées.

GUINÉE et CAP VERT

36.000 km². 800.000 habitants. Capitale : BISSAU.
Déclenchement de la lutte en 1963 par le P.A.I.G.C. (Parti Africain pour l'Indépendance de la Guinée et des Iles du Cap Vert) sous la direction d'A. CABRAL.

Près des trois quarts du territoire sont libérés.

MOZAMBIQUE

780.000 km². 7 millions d'habitants. Capitale : LOURENÇO MARQUES.
Déclenchement de la lutte armée en 1964 sous la direction du FRELIMO dont le leader, E. MONDLANE a été assassiné en 1969.

La C.O.N.C.P. (Conférence des Organisations Nationalistes des Colonies Portugaises) coordonne depuis 1961 l'action des trois luttes menées conjointement, sur des bases similaires, dans les trois pays.

guiba, par exemple). Il s'agit de **luttons armées, populaires et de longue durée** qui les rapprochent davantage de celle du F.L.N. algérien (1954-1962) et plus encore de celles des mouvements de libération d'Indochine (Viet-Minh, F.N.L., Pathet Lao) malgré de notables différences de structures et de formes d'action. Ce sont des luttes politico-militaires qui visent à se généraliser à l'ensemble du territoire pour la conquête du pouvoir politique, mais qui **dès aujourd'hui** réalisent déjà la destruction partielle des structures coloniales et la création dans les zones libérées d'une organisation nouvelle.

Les rapports économiques et politiques, ainsi que la culture imposés par la colonisation sont déjà bouleversés par l'introduction révolutionnaire de modes de production nouveaux : les populations des zones libérées sont organisées en **comités d'action** élus directement par le peuple, qui participe ainsi à la réalité du pouvoir politique ; une nouvelle vie économique s'instaure en rupture et en contradiction avec le marché colonial (au Mozambique, les exportations de cajou vers l'Inde sont organisées par le Frelimo) ; une nouvelle culture, enracinée dans l'expérience de la lutte se crée, notamment dans les maisons du peuple et les écoles politico-militaires. La portée de la lutte est singulièrement importante pour les autres pays africains, eux qui manquent précisément pour asseoir leur développement de ce dont les luttes angolaises, guinéennes et mozambicaines sont porteuses : une idéologie claire, une action coordonnée sur un espace dépassant les micro-territoires, une expérience démocratique à la base, l'introduction de nouveaux rapports de production.

Une pièce essentielle de l'impérialisme pour l'avenir

Et la lutte de militants angolais, guinéens et mozambicains n'est pas seulement importante pour l'Afrique. C'est l'autre aspect de la situation — la dimension internationale — le plus méconnu, et comme par hasard, le plus important pour nous, Européens.

Le Portugal, s'il est encore l'ennemi direct pour les trois peuples en lutte, n'est plus déjà qu'un relais, un instrument (et peut-être pas le meilleur, ce qui pourrait éventuellement amener à en changer) pour les grands groupes économiques internationaux et les grandes puissances occidentales.

L'aide militaire des pays de l'O.T.A.N. est établie avec certitude et précision. Les « combattants de la liberté » tombent sous le coup d'armes exclusivement fournies par l'O.T.A.N. ou les pays membres, depuis les armes légères d'infanterie (F.N. belges et G 3 allemands) jusqu'aux avions F 84 (américains) et Fiat F 91 (italiens)



en passant par les sous-marins Daphné (français) et les hélicoptères Alouette (français).

Un tel empressement de la part des puissances occidentales ne s'explique que par les intérêts économiques considérables que celles-ci détiennent dans les colonies, principalement au Mozambique et en Angola. L'exemple le plus connu est celui, entre de nombreux autres, du barrage de Cabora-Bassa, sur le Zambèze, au Mozambique, et dont la construction équivaldrait à un contrôle étroit des puissances impérialistes sur le Mozambique (avec en premier lieu, l'Afrique du Sud, d'où le voyage récent de M. Vorster en Europe).

« La France reste actuellement le seul pays d'Europe occidentale, avec le Portugal, à participer aux projets de construction du barrage de Cabora-Bassa sur le Zambèze, en Mozambique. Des crédits de l'ordre de trente et un (31) millions de livres auraient, en effet, été accordés par le canal de la Banque de Paris et des Pays-Bas aux firmes Alstom, Cogelx-C.G.E.E., Neyrpic, Société Générale d'Entreprises ». (Le Monde du 7 mai 1970.)

Ce projet de barrage a, d'autre part, un but stratégique évident : c'est une arme dirigée contre la lutte de libération ; en effet, l'intégration économique de la région du Têt que permettrait le barrage générerait considérablement la généralisation de la guérilla à l'ensemble du Mozambique.

La liste des sociétés allemandes, italiennes, belges et françaises établies dans les colonies portugaises, en Angola surtout, est impressionnante (Krupp, Berman-Opel, Fiat, Petrofina, Pechiney, pour ne citer que les plus connues).

Mais, il faut bien voir que les intérêts des grandes puissances ne se limitent pas aux colonies portugaises, mais s'étendent à toute l'Afrique australe. D'où ces nombreuses négociations et ces

systèmes nouveaux d'alliances qui se mettent en place plus ou moins officieusement, et où le Portugal prend de plus en plus le rôle de figurant, tandis que l'Afrique du Sud joue de plus en plus un rôle décisif comme relais des intérêts impérialistes. C'est que ce pays paraît un partenaire économique plus sérieux que le fantôme lusitanien, et est susceptible de constituer un appui logistique et militaire plus appréciable.

Sous son égide, le bloc colonialiste et raciste ne se contente pas de subsister, il se renforce. Le Malawi, le Lesotho et le Botswana n'ont acquis que des indépendances de façade, et le Sud-Ouest africain est entièrement contrôlé par Pretoria ; la Rhodésie renforce ses positions, tandis que Madagascar ne cache pas son désir de « faire preuve de réalisme » devant son puissant voisin.

Dans ce cadre, les impressionnantes ventes d'armes de la France à l'Afrique du Sud, pendant que celle-ci envoie des bataillons au Mozambique, indiquent clairement certaines responsabilités.

De nombreux indices tendent à montrer qu'un ensemble économique et militaire est en voie de constitution. De nombreuses idées circulent depuis quelques années, parmi lesquelles :

- l'idée d'une sécession de la part des colons blancs d'Angola et du Mozambique, sécession de type rhodésien ;
- l'idée d'un pacte de l'Atlantique Sud où seraient liés le Portugal, l'Afrique du Sud et le Brésil, en vue de défendre « l'ordre » en cette vaste zone australe ;
- l'idée d'une éventuelle intégration du Mozambique dans le réseau des bases dites « défensives » des U.S.A. (le port mozambicain de Nacal pourrait à lui seul abriter l'ensemble de la 7^e flotte américaine) qui per-

mettrait à la fois de « combler le vide britannique » et de faire face au virtuel « défi soviétique » (A. de Bragança, *Africasia*, 2 mars 1970).

Faire connaître aux travailleurs européens...

Quel que soit l'avenir de ces idées, il est certain qu'elles indiquent la mise en place d'une stratégie impérialiste dans la zone d'Afrique australe.

Le P.S.U. participera à la Conférence de Rome de soutien aux luttes des mouvements de libération des colonies portugaises. Il ne s'agit pas là d'un simple geste de solidarité.

En effet, notre lutte contre le Pacte atlantique et l'impérialisme en général rejoint directement la lutte des combattants de la liberté dans les colonies portugaises. Le meilleur soutien que les progressistes français puissent leur apporter est incontestablement de lutter contre le système politico-militaire qui préserve l'exploitation économique des populations africaines par les grands trusts internationaux. Notre rôle consiste également à faire connaître plus largement aux travailleurs européens les conditions de lutte et l'aide que le gouvernement français apporte au régime portugais (le voyage de Schumann en est une illustration récente) sous couvert de relations de bon voisinage.

C'est pourquoi, il nous faut accentuer la sensibilisation de l'opinion européenne sur les questions d'Afrique australe qui sont malheureusement trop souvent méconnues des militants.

Pour les trusts occidentaux, l'Afrique n'est pas loin ; pour les travailleurs européens non plus, l'Angola, le Mozambique, la Guinée ne sont pas si loin... □

Pour un front uni de lutte

Victor Fay

Le Conseil National est appelé à étudier le problème de la création d'un parti socialiste révolutionnaire, dont le P.S.U. devrait être un des éléments constitutifs. Depuis mai-juin 1968 ce problème hante les militants de l'extrême-gauche, ancienne et nouvelle, de cette extrême-gauche qui est sortie renforcée mais non unifiée de ces mouvements. Comment, par quel chemin, quand, avec qui, peut-on créer un tel parti? Constatons d'abord qu'un parti révolutionnaire ne peut pas être formé artificiellement. Les trotskystes en savent quelque chose puisque, depuis bientôt 40 ans, ils s'efforcent d'en créer un et une Internationale par-dessus le marché.

Les conditions objectives et subjectives sont-elles réunies actuellement pour entreprendre, sur le plan organisationnel, la création d'un tel parti? Nous ne le croyons pas. Il existe tout au plus, et c'est déjà beaucoup, des prémisses permettant d'aborder ce problème et de le poser, au stade actuel de la maturation de la conscience de classe du prolétariat, sur le terrain programmatique. Toute fusion qui ne serait pas préparée par un accord sur le programme, sur les formes d'organisation et les moyens d'action est vouée d'avance à l'échec.

Une fusion précipitée du P.S.U. avec certains groupes trotskystes, sans que soit conclu avec eux un accord d'ensemble, ne pourrait qu'aggraver la confusion au sein de l'extrême-gauche et la lutte des tendances dans le parti issu de cette fusion partielle. L'expérience de l'élection du XII^e arrondissement de Paris montre que, sans parler d'une fusion, même une alliance électorale implique un accord tactique précis. Faute d'un tel accord la Ligue Communiste a refusé de désister le candidat commun, membre du P.S.U., en faveur du candidat communiste.

Cette expérience du XII^e arrondissement montre à quel point il est difficile actuellement de conclure des accords tactiques, a fortiori de réaliser la fusion avec les groupes dont les analyses, les formes d'organisation et d'action diffèrent de ceux qui font l'originalité et la raison d'être du P.S.U.

Préférer à une fusion partielle la fusion avec l'ensemble des groupes d'extrême-gauche à la seule exception de la G.P., qui s'inspire davantage du blanquisme et de l'anarchisme que du marxisme, paraît encore plus irréalisable. Réunir dans un même parti le P.S.U., les trotskystes et les maoïstes de différentes obédiences ne peut mener qu'au désastre, tant que ces groupements n'auront pas surmonté leur esprit de secte, renoncé aux exclusives et anathèmes, accepté, eux ou la plupart de leurs adhérents, la cohabitation fraternelle avec « ceux qui pensent autrement », la confrontation libre des opinions, la salutaire diversité de pensée, tout en se soumettant à la nécessaire discipline dans l'action.

Nous en sommes encore loin et c'est pourquoi toute précipitation dans la recherche de l'unité organique des groupes d'extrême-gauche risque d'être plus nuisible qu'utile. La pratique permettra à la plupart des jeunes révolutionnaires, riches d'ardeur mais manquant d'expérience, de rectifier dans l'action leurs jugements trop souvent aprioristes, inspirés d'une dogmatique rigide, qui ignorent l'indispensable souplesse tactique.

Le P.S.U., qui s'est placé lors de sa création, en 1960, entre la S.F.I.O. et le P.C.F., s'est déplacé depuis les événements de mai-juin 1968, auxquels il a activement participé et qu'il a courageusement soutenus, et se situe actuellement entre le P.C.F. et les groupes d'extrême-gauche. Il a su, par sa critique du P.C.F., accompagnée d'offres d'action commune à tous les niveaux, imposer sa présence dans certains milieux ouvriers, se faire reconnaître par le P.C.F., malgré les attaques dont il est l'objet, comme un interlocuteur valable, le rapport des forces au sein du mouvement ouvrier ayant évolué en sa faveur et en celle du P.C.F. au détriment du Parti Socialiste « rénové ».

Cette situation particulière du P.S.U., à la fois favorable et pleine de risques, lui impose une politique active de front uni, avec tous ceux qui sont disposés à lutter contre les différents aspects du régime capitaliste. Il s'agit de nouvelles formes

d'alliances souples, ouvertes, diversifiées, en fonction des objectifs envisagés, sans nulle exclusive. Le P.S.U. doit s'efforcer de conclure un accord avec le P.C.F., qui cherchera à y entraîner le P.S. et le C.I.R., ainsi qu'avec la C.G.T., la C.F.D.T., la F.E.N., l'U.N.E.F. et autres organisations syndicales contre la répression. Il doit s'efforcer d'associer à cette campagne les groupes d'extrême-gauche. Si le P.C. et les socialistes refusaient de coopérer avec l'extrême-gauche, le P.S.U., tout en concluant un accord avec eux, doit s'allier parallèlement avec les groupements récusés, à la seule condition que les campagnes entreprises soient convergentes et non divergentes, autrement dit qu'elles ne servent pas à des attaques et dénonciations réciproques mais à la lutte contre toutes les formes de répression et notamment contre celles qui atteignent la Gauche prolétarienne.

Le P.S.U. doit s'efforcer de conclure avec le P.C.F. un accord contre l'impérialisme et notamment contre le renouvellement du Pacte Atlantique. Si le P.C.F. n'acceptait pas que les gauchistes participent à cette campagne, le P.S.U., en refusant tout accord exclusif, doit collaborer en même temps et en vue des mêmes objectifs, avec des groupes gauchistes, quitte si possible à imposer leur présence dans les mêmes manifestations.

Front uni de lutte contre la répression, contre l'impérialisme, pour l'extension des prérogatives ouvrières dans les entreprises, en vue de l'établissement du contrôle ouvrier; front uni de lutte aussi large que possible, d'où le P.S.U. n'exclurait aucun groupement politique, syndical ou culturel, se réclamant du socialisme et de la classe ouvrière; front uni de lutte permettant, au stade actuel de la combativité ouvrière, de coordonner les actions jusqu'alors dispersées, d'obtenir une délégation des pouvoirs, limitée mais précise, à un organisme commun de type paritaire, dont les décisions seraient prises d'abord à l'unanimité, ensuite à une majorité qualifiée. Front uni de lutte où le P.S.U. chercherait à intégrer tous ceux qui en seraient exclus ou s'en excluraient eux-mêmes; l'unité de classe

Tribune libre

Conseil national

Juin 1970

s'affirmant dans la lutte, et l'action permettant de confronter les intentions réelles avec les proclamations officielles.

De tels accords d'unité d'action, qu'ils concernent certaines campagnes particulières (armée, transports, habitat) ou certaines élections (municipales), qu'ils concernent le P.C.F. ou des formations gauchistes, ne doivent en aucun cas aliéner l'indépendance du P.S.U. et son droit d'analyse et de critique; l'unité d'action étant, par définition, limitée à l'action.

Pour réaliser ce front uni de lutte, étant donné le double refus de coopérer des communistes et de la plupart des gauchistes, des alliances bilatérales nous semblent actuellement indispensables. Sachons les conclure de telle manière qu'elles nuisent le moins possible à la cohésion de la classe ouvrière, qu'elles permettent aux militants de divers groupes et tendances d'agir ensemble, de faire passer au second plan, sans y renoncer, leurs désaccords pour concentrer le maximum d'effort à la lutte contre l'ennemi de classe. Le critère de la vérité étant toujours la pratique, c'est dans et par l'action que les ouvriers pourront, en toute connaissance de cause, choisir programme et organisation, stratégie et tactique, qui seront le plus favorables à leurs intérêts.

C'est l'unité d'action, c'est le front uni de lutte en vue des objectifs limités, puis de plus en plus étendus, accompagnée d'une confrontation politique approfondie avec tous ceux qui veulent y prendre part, qui mènera à la formation d'un parti ouvrier révolutionnaire. Ce parti, dont le besoin commence à se faire sentir dans le milieu de l'avant-garde ouvrière et étudiante, ne peut sortir de la fusion, totale ou partielle, des seuls groupes d'extrême-gauche. Si leur participation y est indispensable, elle n'est pas suffisante. Sans un apport majeur des communistes, membres ou non du Parti, sans l'engagement des militants cégétistes et des cédétistes, un parti ouvrier révolutionnaire restera une secte ou une coalition de sectes. Le processus de différenciation du mouvement communiste international pose devant les meilleurs éléments de ce mouvement le dramatique problème de nouvelles formes d'organisation et d'action, si, rompant avec le stalinisme, ils veulent rester fidèles aux enseignements de Marx et Lénine. C'est avec eux que le P.S.U. et les militants d'extrême-gauche, débarrassés du sectarisme, forgeront dans la lutte commune le parti ouvrier, démocratique et révolutionnaire, nouvel instrument de lutte pour le socialisme, qui devra assumer de façon critique l'héritage de la révolution d'Octobre. □

Editions du P.S.U.

LE CONTROLE OUVRIER

Prix pour 10 exemplaires : 10 F

En vente : Librairie « T.S. », 54, boulevard Garibaldi, PARIS (15^e)

C.C.P. 58-26-65 PARIS

Le SNE-Sup entre le congrès et la rentrée

Albert Rousselles

Un petit syndicat, le S.N.E.-Sup (environ 6.500 adhérents), a tenu son congrès récemment. Les journaux ont très peu parlé de l'événement, alors qu'en mai 68 le nom de Geismar, secrétaire du moment, figurait à la « une » de tous les quotidiens, à côté de ceux de Sauvageot et de Cohn-Bendit. L'an dernier encore, la presse spécialisée dans le scandale « gauchiste », Paris-Presse en tête, surveillait de près l'activité du syndicat alors dirigé par Bernard Herszberg. Aujourd'hui c'est l'oubli, et, pourtant, il y a bien des raisons de s'intéresser au S.N.E.-Sup :

— Son rôle passé est exemplaire et commande son évolution actuelle. Le seul syndicat qui se soit engagé sans réserve dans le « mouvement » n'a pas résisté au reflux. Mais le S.N.E.-Sup abrite une très forte minorité « gauchiste » qui se réfère à l'expérience de Mai.

— Il est la principale force syndicale de l'enseignement supérieur où il est nettement majoritaire.

— Dans le contexte actuel des luttes universitaires, il est appelé à retrouver un rôle déterminant.

— Autrefois ses liens avec la F.E.N. étaient lâches. Aujourd'hui le S.N.E.-Sup tend à s'intégrer dans la centrale, et son congrès, le dernier d'une longue série (S.N.E.S., S.N.I., etc.), devait confirmer dans une certaine mesure la leçon dominante des autres con-

grès : la montée de la tendance « Unité et Action » contrôlée par les staliniens du P.C.F.

Le rôle de la majorité

Il est vrai qu'au S.N.E.-Sup la tendance « Unité et Action » n'existe pas en tant que telle et cela pour des raisons d'appareil : mais « Action syndicale » s'en rapproche beaucoup, défend la même stratégie, s'appuie sur des forces de même nature. Le bureau « Action syndicale » issu du congrès de mars 1969, présidé par un homme n'appartenant à aucune organisation politique, Georges Innocent, mais essentiellement animé par des militants éprouvés du P.C.F. avait quelque peu modifié l'« image de marque » du S.N.E.-Sup. Son souci constant fut d'ailleurs en six mois de faire apparaître le S.N.E.-Sup comme un syndicat « sérieux », et d'en élargir le recrutement à des catégories d'enseignants (maîtres de conférences, chargés d'enseignements, enseignants de province) qui s'en étaient jusque-là tenues à l'écart. Autant dire qu'il s'agissait de réduire l'influence des « gauchistes » au sein du syndicat, de procéder, selon une formule désormais classique, à la normalisation. Les interventions se firent de plus en plus discrètes, et l'élément spectaculaire disparut, succès considérable pour le Bureau, qui peut se féliciter d'autre part du progrès numérique des effectifs : près d'un millier d'adhésions nouvelles.

Mais si l'on y regarde de près, on constate tout d'abord la diversité des nouveaux adhérents. On trouve des anciens du Syndicat autonome peu à peu discrédité par les excentricités du célèbre — et réactionnaire — secrétaire Deloffre ; on trouve des universitaires à juste titre inquiets de leur sort (car les méfaits de la politique gouvernementale se font sentir avec beaucoup d'acuité dans le « Supérieur »), et en même temps « soucieux d'ordre », échantillon complet de toutes les forces d'antigauchisme, parfois même... d'anticommunisme confidentiel. Et si le S.N.E.-Sup imprime aujourd'hui un journal sur papier glacé, s'il se rend plus souvent que jadis dans les antichambres ministérielles, s'il publie davantage de communiqués techniques, il est profondément divisé. Son cas est comparable, toutes proportions gardées, à celui de l'U.N.E.F. Le courant majoritaire « Action syndicale » s'y oppose à la somme des courants révolutionnaires qui n'hésitent pas à dénoncer publiquement tel ou tel mot d'ordre, comme on l'a vu lors des grèves d'avril, et à mener des actions autonomes. La direction, très prudente, fait néanmoins des concessions, notamment sur la lutte contre la répression, mais évite de s'engager trop avant et de « trop » en demander à sa base. La grève des langues (cf. « T.S. » n° 441) a été scandaleusement vouée à l'échec. Le bilan des luttes (actions, mobilisation, acquis) menées par le B.N. est bien maigre au total. Ce que le S.N.E.-Sup a gagné en « image de marque » et en adhérents, il semble l'avoir perdu en présence effective sur le terrain. L'adhésion au S.N.E.-Sup devient dans ces conditions un simple contrat d'assurances.

La victoire d'« Action syndicale », au congrès de mai 1970 (rapport d'activité voté avec 3.500 voix contre 2.450 et 790 abstentions ; texte d'orientation également voté avec 3.530 voix contre 845 au premier texte « d'opposition »), donne à cette tendance une forte majorité à la commission administrative. Due bien sûr aux efforts et aux moyens mis en œuvre par le B.N., elle est aussi le fruit de l'atomisation de l'« opposition » en six courants très différents. Elle signifie donc avant tout la consolidation à la faveur de l'atomisation d'une minorité par trop composite d'une tendance malgré les carences du B.N. L'« homme de paille » de l'« unité des forces démocratiques », Georges Innocent, a cédé la place à Daniel Monteux, militant P.C.F.

Assurance donc du courant majoritaire, hésitations de la minorité. Face à la « normalisation », les révolutionnaires ont de nouvelles responsabilités.

Une minorité pour quoi faire ?

De tous les courants qui se sont exprimés au congrès, trois méritent notre attention : celui de Bernard Herszberg qui a recueilli 522 voix, celui d'Emmanuel Terray et de cama-

rades proches de l'Ecole émancipée de la F.E.N. qui a recueilli 730 voix, et un courant qui se réclame de Mai et s'affirme proche de « Rénovation syndicale ». Il a recueilli 845 voix. Un regroupement cohérent est nécessaire, mais sur quelles bases ?

Nous disons d'abord qu'il faut écarter l'illusion d'après laquelle on doit redevenir « majoritaire » : c'est la porte ouverte aux tentations réformistes.

Il s'agit d'abord d'empêcher qu'un syndicat, riche d'un puissant potentiel militant, ne devienne pour la bourgeoisie à l'Université une structure interne d'opposition. C'est pourtant la voie choisie par « Action syndicale », le plus sûr soutien de la loi d'orientation.

Il s'agit aussi de s'opposer à la liquidation des luttes syndicales (cf. le mot d'ordre de grève de 48 heures lancé en avril sans objectifs clairs ni mobilisation effective).

Dans ces conditions le combat contre la loi d'orientation est une exigence prioritaire, ce qui n'apparaît clairement, il faut le reconnaître, que dans le texte « Comprendre, s'organiser, lutter », proche de l'Ecole émancipée. En outre, que les voix des révolutionnaires se soient réparties sur les trois textes cités plus haut nous force à dire qu'une clarification politique est nécessaire au S.N.E.-Sup. Cette clarification doit porter sur le choix des objectifs à avancer au cours des luttes, contre toute ambiguïté : certaines propositions risquent de s'inscrire dans le réaménagement de l'Université voulu par la bourgeoisie, quand le problème est, au cours de la lutte contre la participation et contre son corollaire, la répression, de « rompre avec l'idéologie et l'institution universitaire » (pour reprendre la formule d'un des textes). La destruction de l'Université de classe, rejetant les pratiques putschistes, passe par les objectifs intermédiaires avancés au cours de la lutte contre la politique du pouvoir : riposte à la pénurie, à la sélection sous toutes ses formes, à la « privatisation », titularisation du personnel contractuel, lutte contre la hiérarchie à tous les niveaux de l'enseignement, démystification enfin du « rôle que la bourgeoisie fait jouer à la recherche aussi bien dans la société que dans l'Université ».

Tel est bien le minimum sur lequel devraient pouvoir s'accorder les révolutionnaires sincères militant dans le S.N.E.-Sup. Bien entendu ils seront amenés dans la lutte à s'allier aux étudiants ou à d'autres syndicats ou courants, pour rompre l'isolement dans lequel les réformistes staliniens voudraient les enfermer.

C'est pourquoi on peut dire à l'issue du congrès que si le vote final confirme la montée du courant « cégétiste » dans l'ensemble de la F.E.N., les révolutionnaires du S.N.E.-Sup, ceux du S.N.E.S. et du S.N.I. sauront s'organiser en un vaste courant capable de mener des actions autonomes mais communes à tous les degrés de l'enseignement, sans ignorer toutefois que la configuration des tendances dans le primaire et dans le secondaire ne se retrouve pas exactement dans le supérieur : en particulier les révolutionnaires du S.N.E.-Sup auront à compter aussi bien avec la tendance Rénovation syndicale qu'avec l'Ecole émancipée du S.N.E.S. et du S.N.I.

C'est en suivant ce dernier qu'ils défendront au mieux la démocratie syndicale. □

Suède : socialisme ou récupération ?

Allez-y voir... du 7 au 21 juillet ou du 4 au 18 août.

dans les camps palestiniens

Du 5 août au 1^{er} septembre : 990 F.

la construction du socialisme et l'internationalisme

ALBANIE, 18 jours : 1.460 F - Dates : 1/8 juillet, 5/22 août.

chez des militants ruraux

BRETAGNE : Travail sur l'exploitation - Débats et discussions politiques, Ouvriers, Paysans, nous sommes le grand Parti des travailleurs.

Mexique - Pérou - Bolivie - Sénégal - Mali - Algérie - U.R.S.S. - Yougoslavie - Pologne - Tchécoslovaquie - Roumanie.

Découverte et Culture

94, rue Notre-Dame-des-Champs, Paris 6^e. Tél. : 325.00.09.
Lyon : Tél. : 29.57.64.

A envoyer à Découverte et Culture, 94, rue Notre-Dame-des-Champs, Paris-6^e
Je désire Recevoir une documentation

PAYS :

NOM

ADRESSE

PRENOMS

Un nouveau pas est franchi dans la répression

Lucien Saintonge

Le mardi 9 juin, une fois de plus, les gardes mobiles interviennent aux portes d'une faculté. Motif avancé par la presse : un « meeting gauchiste » interdit... Les « gauchistes casseurs » sont dangereux... On est habitué.

Qu'en est-il en réalité :

— Le vendredi 5 juin, Zamansky, doyen de la faculté des Sciences, dénonce deux enseignants à la police : Saint-James et Lévy-Leblond. Motif : ceux-ci avec plusieurs centaines d'étudiants, d'enseignants et de chercheurs ont participé à l'expulsion des « policiers universitaires » (nouvelle version des appariteurs musclés).

— Le lendemain, les deux enseignants sont arrêtés à leur domicile en application de la procédure de flagrant délit (un doyen ne serait-il qu'un flic assermenté ?)

— Pendant le week-end, la mobilisation s'organise : Saint-James est relâché, Lévy-Leblond, inculpé, est mis en liberté provisoire.

— Le lundi, plusieurs centaines d'enseignants, chercheurs, techniciens et étudiants votent la grève et réclament le départ du doyen C.D.R.

Un meeting interfacultés est prévu pour le 9 juin. Interdit par le doyen, il se tient malgré tout : pour casser l'importante mobilisation, le pouvoir fait boucler la fac par ses flics.

Pour riposter, l'ensemble des travailleurs de la fac descendent de leurs labos et de leurs bureaux. Face à ce renforcement de la mobilisation la bourgeoisie est obligée de retirer ses flics.

Nouvelle provocation : mercredi 10, Lévy-Leblond est suspendu « dans l'intérêt du service ».

Le mot d'ordre de grève devient effectif et enseignants et étudiants commencent à boycotter les examens.

La réforme E. Faure (équivalent des « contrats de progrès » pour l'E.D.F.) n'a pas réussi à enliser

le mouvement étudiant. Alors le pouvoir, par le canal de sa presse, s'est employé à l'isoler et à le dénaturer. Ceci lui permet maintenant d'engager ouvertement sa répression à l'université. Tout étudiant ou enseignant qui osera ne pas jouer le jeu de la course individuelle aux diplômes..., sera fiché (c'est le rôle des flics ; de la police universitaire jusqu'aux doyens), puis exclu.

Il faut au pouvoir des travailleurs patients, des étudiants dociles qui accepteront de subir ou de maintenir les injustices et les scandales inhérents à la « nouvelle société » : « on isolera les meneurs ».

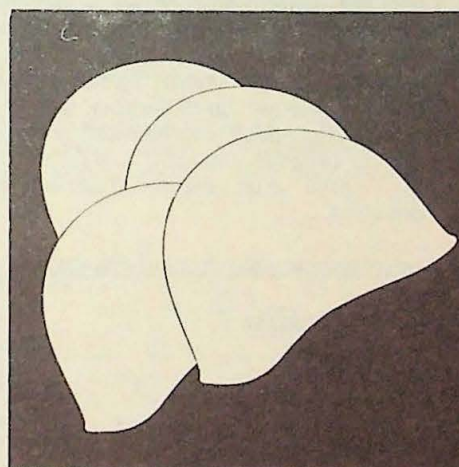
Le pouvoir n'a pu, au cours de ces événements, isoler le mouvement étudiant du reste de l'université mais il réussit beaucoup mieux quand il tente de l'isoler des travailleurs. Le laisserons-nous faire ? Ce serait à courte échéance la mort du mouvement étudiant et la perte d'un allié privilégié pour la lutte des travailleurs.

Il faut que, pour mettre en échec l'offensive de la bourgeoisie, travailleurs et étudiants expriment clairement la convergence de leurs luttes. □

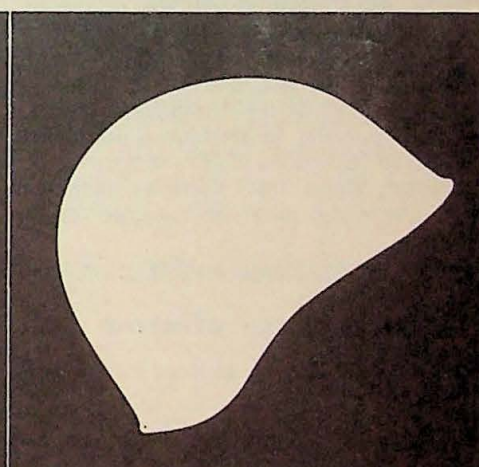


Le doyen Zamansky

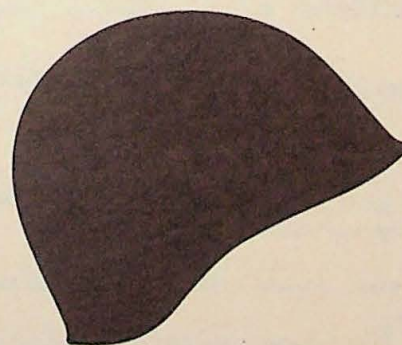
Elie Kagan



3 - PRIX : 5 F

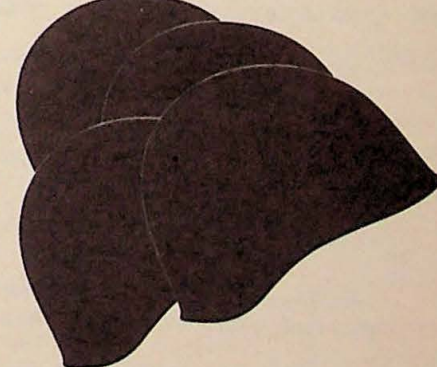


4 - PRIX : 5 F



QUE FAIRE

vers une « nouvelle résistance » débat entre Manuel Bridier et Serge July
la résistance française : quelques leçons
entretien avec Charles Tillon les révolutionnaires et l'armée
entretien avec Pierre Naville
la lutte armée en Amérique latine
la politique du bâton, Henri Leclerc
politique et stratégie, J.-Marie Vincent
etc...



QUE FAIRE

préface aux « notes sur la guerre de 1870-1871 » de Frédéric Engels
Léon Trotsky
le problème militaire de la révolution espagnole
Fernando Claudin
textes militaires des dirigeants de la Chine populaire
Jaurès et l'armée nouvelle
Madeleine Reberieux
etc...

luttones internationales

Argentine

Armée et bourgeoisie

Jean Carrière

Les trois commandants en chef de l'armée argentine ont renversé le 9 juin le gouvernement du général Onganía. Est-ce pour autant un changement de régime ? La junte militaire qui, désormais, exerce directement le pouvoir à Buenos-Aires est précisément celle qui avait désigné Onganía chef de l'Etat en juin 1966. Ce putsch sans participation populaire n'a donc d'autre signification immédiate que celle d'un règlement de comptes entre militaires. Le fait présenterait un intérêt historique limité s'il ne consacrait l'échec des militaires à entreprendre, avec l'appui de la bourgeoisie argentine une politique nationale susceptible de rallier une fraction importante du peuple.

Que cet échec soit constant depuis la chute du péronisme et qu'en même temps il n'ait jamais débouché sur des solutions révolutionnaires trouve son explication dans deux éléments fondamentaux dans la vie politique argentine : d'une part *l'illusion populiste, qui bloque encore l'initiative des masses, d'autre part l'absence d'une bourgeoisie authentiquement nationale, qui condamne à l'échec la voie capitaliste de développement.*

L'illusion populiste

L'illusion populiste est fort ancrée dans les masses argentines. Elle bloque le développement de la conscience politique d'un prolétariat pourtant parvenu aujourd'hui à un haut degré de combativité et bien organisé sur les lieux de travail. Cette incapacité de la classe ouvrière à trouver une expression politique autonome apparaît clairement aux origines même du péronisme :

En 1945, l'oligarchie terrienne et les commerçants spéculateurs ont accumulé des profits à la faveur de la Seconde Guerre mondiale. La bourgeoisie d'import-export s'est lancée dans des activités industrielles qui se développent rapidement à la faveur de la distension des liens économiques entre Buenos-Aires et les métropoles impérialistes anglo-saxonnes. Un nouveau prolétariat se constitue à Buenos-Aires, où les paysans et les chômeurs des petites villes de l'intérieur sont drainés par les nouvelles industries. A cette époque, *les cadres des partis de gauche traditionnels appartiennent à l'élite intellectuelle petite-bourgeoise ou plus rarement à l'aristocratie ouvrière.* Parmi eux, les émigrés de l'Espagne franquiste ou de l'Italie mussolinienne sont nombreux et tendent — qu'ils soient sociaux-démocrates, utopistes ou staliniens — à raisonner d'après les schémas appris en Europe, sans procéder à une analyse concrète de l'évolution sociale en Argentine.

Ces militants échouent dans leur tentative d'organiser les masses. Peron — qui s'appuie sur les industriels nationaux à la recherche d'un marché intérieur protégé contre les intérêts étrangers — réussit pendant ce temps à devenir un leader populaire incontesté. Sans modifier la répartition de la propriété, il nationalise les services publics, promulgue une législation sociale avancée, élève les salaires, et met en

place le plus puissant syndicalisme ouvrier d'Amérique latine. La gauche, inconsciente et de l'opposition entre péronisme et impérialisme, et des contradictions entre les intérêts de la bourgeoisie industrielle et de l'oligarchie terrienne, assimile mécaniquement le péronisme au fascisme et désigne Peron comme ennemi prioritaire. *C'est, en fait, livrer durablement les masses argentines à la démagogie populiste.*

Jusqu'à la fin de la guerre de Corée — à partir de laquelle l'impérialisme américain organise sa contre-offensive en Amérique latine — pouvoir d'achat ouvrier et bénéfiques des entreprises pourront augmenter en même temps. *Mais lorsque les contradictions entre les intérêts des forces composantes du péronisme — bourgeoisie industrielle et prolétariat — apparaissent, la gauche est désarmée.* En 1955, la situation économique se dégrade : pour maintenir leurs profits menacés, les industriels doivent aggraver l'exploitation de la classe ouvrière. Peron tente, il est vrai, d'appliquer une politique de hauts salaires dont les industriels récupéreront le coût par l'inflation. Mais cette politique devient gênante pour la bourgeoisie industrielle et pour les couches moyennes du secteur tertiaire, de plus en plus liées aux intérêts financiers et commerciaux de l'impérialisme. Couches moyennes et bourgeoisie industrielle se rallieront finalement à l'oligarchie terrienne qui cherchait depuis longtemps l'appui de l'armée pour chasser Peron.

Face au coup d'Etat réactionnaire de septembre 1955, les syndicats sont incapables de jouer leur rôle de mobilisation et d'organisation des masses : leurs dirigeants laissent écraser par la répression quelques initiatives spontanées de résistance populaire. Désarmé, le peuple assiste au renversement de son homme providentiel. Ecœuré par la gauche traditionnelle, il réserve à cet homme un véritable culte qui ne s'est pas encore démenti.

L'Armée poursuivra sans distinction les péronistes de toutes tendances jusqu'en 1966. *Alors commence la tentative la plus systématique entreprise depuis 1955 d'appliquer une politique « nationaliste » suivant la voie capitaliste de développement : l'échec en est exemplaire.*

L'échec de la bourgeoisie nationale

En 1966, Onganía prend le pouvoir. Son régime commence par imposer des mesures répressives très dures : l'autonomie universitaire est supprimée, le Parlement est suspendu, les partis politiques interdits. La « paix sociale » ainsi assurée, un plan quinquennal de redressement est élaboré, qui se fixe comme objectif un taux annuel moyen de développement de 6 % (la moyenne de la période 1955-1965 atteignait à peine 3 % par an). La bourgeoisie industrielle est encouragée à investir, la plus-value des entreprises accrue par la compression des salaires. Toutes les conditions de succès paraissent réunies pour l'essor d'une bourgeoisie industrielle authentiquement nationale. Onganía rêve d'une société

corporatiste « qui maintiendrait les valeurs nationales dans une société industrielle avancée ». Il parvient à rallier la droite péroniste, s'assure l'appui de dirigeants syndicaux « collaborateurs ». *Mais la bourgeoisie s'avère incapable de soutenir de manière conséquente ce processus de développement nationaliste, si forte est sa dépendance envers les forces impérialistes internationales. On ne peut gouverner avec les contradictions péronistes après le péronisme, constituer un Etat national avec des forces antinationales.*

L'impérialisme s'est approprié les secteurs où la productivité du capital est la plus élevée. Il contrôle en fait les circuits financiers (banques, assurances...) et tous les secteurs de technologie avancée. La bourgeoisie industrielle argentine, refoulée vers les secteurs les moins rentables, doit maintenir de bas salaires — ce pourquoi elle a finalement besoin de l'appui politique et militaire de l'impérialisme.

Faute de réelle base sociale le régime Onganía était vulnérable : le soulèvement étudiant et ouvrier de Cordoba — en 1969 — l'ébranle sérieusement. En 1970, une forte hausse du prix de la viande rend intolérable la situation de la classe ouvrière. Au nom d'une « industrialisation » capitaliste nationale dont on a vu la fragilité, Onganía entend contenir la hausse des salaires... Ses pairs comprennent qu'une telle politique débouche sur un affrontement armé avec les masses et rend possible l'issue révolutionnaire (1). Ils éliminent Onganía. Pour faire quelle politique ?

La nomination à la présidence de la « République » de l'ancien attaché militaire à Washington et représentant argentin au Conseil interaméricain de défense est significative. Les nouveaux maîtres de l'Argentine se qualifient eux-mêmes de « libéraux ». « Libéralisme », c'est-à-dire acceptation du rôle de métropole impérialiste

aux Etats-Unis, et mise en œuvre d'une politique économique de « développement concerté » conforme aux conseils intéressés des organisations internationales (BIRD, BID, FMI...) qui sévissent en Amérique latine. Cette politique pourrait recevoir le triple soutien de l'oligarchie terrienne, de la bourgeoisie industrielle et des classes moyennes de Buenos-Aires, dont les intérêts sont plus ou moins liés aux opérations de commerce avec la métropole impérialiste.

Un tel choix ne serait pas incompatible en un premier temps avec une « argentinisation » de certaines entreprises — à l'image de la « chilénéisation » du cuivre — qui préserverait les intérêts essentiels (technologiques et financiers) de l'impérialisme. Une hausse modérée des salaires — bientôt récupérée par l'inflation — pourrait être consentie pour éousser la combativité des masses. La constitution d'une force politique proche par son programme des démocraties — chrétienne chilienne et vénézuélienne pourrait être encouragée comme solution de rechange.

Mais, à terme, cette stratégie ne peut qu'aggraver les contradictions, non seulement à l'intérieur de l'Argentine entre classe ouvrière et classes dominantes, entre Buenos-Aires et les provinces, mais également entre l'Argentine — utilisée par les monopoles américains comme un « relais d'impérialisme » — et les pays moins développés d'Amérique latine. □

(1) Depuis 1966, les forces révolutionnaires se sont en effet organisées, des cadres sérieux, se sont formés dans le combat, la combativité même des masses s'est accrue et l'illusion populiste fait progressivement place à un jugement critique sur le péronisme conduisant à des perspectives socialistes.

Correspondance municipale

— ADELS —

N° 105 - 106 - 107 (numéro triple)

La région parisienne

Les Hommes

Les Institutions

Les Problèmes

Prix 7,50

En vente à la librairie T. S.

54, bd Garibaldi PARIS-15^e

C.C.P. 58.26.65

Cambodge

De la débandade de Lon Nol aux concessions de Moscou

Jacques Rønnes

Trois mois après le coup d'Etat de droite à Phnom-Penh, les troupes de Lon Nol sont en pleine débandade. Toutes les grandes routes sont coupées. La capitale du Cambodge est isolée et le riz n'arrive plus. Le régime n'a aucun soutien populaire. Il survit grâce à Washington, aux fantoches de Saigon et aux généraux de Bangkok. Nixon et ses éperviers ont d'ores et déjà subi un échec cuisant.

Ils rejettent tous les torts sur « les Vietnams ». Même si leur thèse était justifiée, elle signifierait que les « alliés » sont incapables de vaincre les résistants vietnamiens. En fait, ces accusations visent à camoufler l'absence d'enracinement de Lon Nol et de sa bande dans la population khmère. Car où sont ces centaines de milliers de Cambodgiens qui étaient censés se soulever « contre le communisme » et « contre Sihanouk » et, armés d'un bel enthousiasme et de beaux fusils américains, allaient partir en croisade pour le « monde libre » ? Les communiqués de Washington et de Phnom-Penh sont grossièrement absurdes car, si la grande majorité des Cambodgiens soutenait Lon Nol, la capitale ne serait pas encerclée, les villes provinciales seraient aux mains des autorités de droite et les campagnes ne constitueraient pas la base de départ des attaques de la résistance. Si Lon Nol avait vraiment le pouvoir dans le pays, il n'aurait pas à demander aux fantoches de Saigon de transformer l'aéroport de la capitale en base militaire sud-vietnamienne. Il n'aurait pas, après avoir tenté de s'imposer par une politique raciste (tueries de Vietnamiens etc.), à qué-

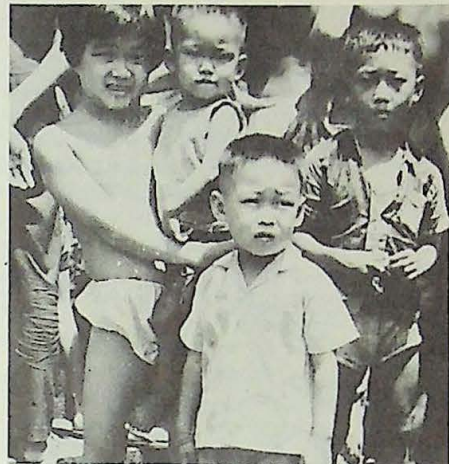
mander piteusement le soutien de ceux qu'il appelait le mois dernier « les ennemis héréditaires ».

Cette situation n'en fait que regretter un peu plus l'attitude de certains gouvernements. Celui de Moscou tout d'abord. Les Soviétiques, après avoir dit qu'ils ne recevraient pas les délégués de la « conférence de Djakarta sur le Cambodge » — organisée par les éléments pro-américains en Asie — ont finalement eu avec eux une conversation de deux heures. La presse de Moscou a certes écrit ensuite que les positions présentées par les Indonésiens et les Japonais étaient irrecevables. Il n'empêche que la délégation favorable à Lon Nol et violemment opposée aux mouvements de libération nationale a pu rendre visite à Gromyko. Qu'en pensent les peuples indochinois ?

On s'étonnera moins que les mêmes délégués aient pu être reçus par le ministre français des Affaires étrangères. Paris continue, comme Moscou, de maintenir le contact avec Sihanouk, tout en reconnaissant Lon Nol. L'aide financière au Cambodge — au Cambodge de droite — va-t-elle se poursuivre ? Les militaires français de Phnom-Penh seront-ils rappelés ? Va-t-on s'associer aux menées américano-fantoches dans le royaume ? Il ne faut pas trop déplaire à Nixon, et il faut ménager les planteurs d'hévéas français du Cambodge...

Cette politique n'est pas pour nous surprendre. Elle ne concerne pas la gauche qui doit la dénoncer, comme elle doit aider au maximum les peuples indochinois en lutte, sans faire de concessions, ni, comme le

font les Soviétiques, faire passer leurs querelles avec les Chinois avant le soutien inconditionnel à des populations trahies par les fantoches et destinées à subir dans l'avenir le poids de plus en plus écrasant de l'impérialisme américain.



Faire des concessions ne peut qu'aider les Etats-Unis dans leur œuvre de destruction. Si Nixon ne se sent pas harcelé de partout, en Indochine, chez lui comme à l'étranger, la voie est ouverte pour de nouvelles escalades qu'il sera trop tard ensuite pour condamner vertueusement. Or, vaincu au Cambodge, Nixon risque dans les prochaines semaines d'avoir besoin de nouvelles « victoires » et de reprendre les raids contre la république démocratique du

Vietnam. Déjà depuis plus de quinze jours son aviation multiplie les attaques de B 52 contre le nord du Vietnam du Sud, le long



de la zone démilitarisée. Les troupes fantoches de Vientiane ne cessent de reculer dans le sud du Laos et Nixon va se sentir contraint de faire oublier ces échecs cuisants. Notre tâche primordiale à nous est de faire connaître les positions des résistants cambodgiens, de dénoncer les agissements de Paris, de faire céder si possible un maillon de la chaîne occidentale pro-américaine, le maillon français. Nous n'avons pas pour ce faire à entrer dans les considérations de haute stratégie nationale qui animent les Soviétiques et les partisans du double jeu. □

Angleterre

La défaite de Wilson

Jean-Marie Vincent

Harold Wilson s'est peut-être senti victime des sondages, lorsqu'on lui a annoncé sa défaite aux élections générales, mais il s'agit là d'une bien piètre explication et l'on peut être certain que lui-même se gardera bien de la retenir dans les débats de son propre parti. Tout le monde savait que la remontée de la « popularité » du parti travailliste depuis quelques mois était fragile, venant après des années (depuis 1968 au moins) d'impopularité, bien réelle celle-



là, comme en témoignaient les élections partielles ou municipales.

C'est en effet un parti travailliste profondément démoralisé par la politique de son leader qui est allé à la bataille électorale. Depuis 1964 les sections locales se sont peu à peu vidées de leur substance militante ; la vieille gauche d'origine bevaniste qui donnait encore beaucoup d'impulsions à l'organisation au début des années soixante s'est effectivement effondrée. Certains membres de cette gauche, dont Wilson lui-même, Barbara Castle, sont

devenus des porte-paroles de l'ordre établi, d'autres comme Michael Foot ne savent plus guère que ressasser leur amertume et leurs regrets. Pour sa part le mouvement syndical, pilier de l'influence de masse du travaillisme, n'avait guère à se féliciter de la gestion travailliste, puisqu'elle avait consisté pour une large part à limiter sa liberté d'action et à rechercher l'adoption de lois anti-grèves. Le prolétariat avait d'ailleurs dû combattre à chaque pas ce gouvernement qui voulait condamner pénalement les délégués d'entreprise (shop stewards), bloquer les salaires, réprimer les grèves « sauvages » et diminuer la construction de logements sociaux. Tout ce qui fut obtenu par la classe ouvrière, le fut en fait contre le gouvernement par des actions extra-parlementaires. Ajoutons à cela que les étudiants et les intellectuels, déjà profondément choqués par la servilité pro-américaine de Wilson sur le Vietnam (en 1966 le « New Statesman » le traitait de caniche de Johnson) se heurtèrent violemment avec lui dans les derniers mois (voir la grève des instituteurs).

Face à ce parti en plein déclin, malgré la grande combativité de la classe ouvrière, la droite conservatrice tendait à se donner un visage nouveau, non pas celui bien pâle de M. Heath, mais celui bien plus haut en couleurs de M. Enoch Powell. Celui-ci, qu'un discours d'avril 1968, à forts relents

racistes rendit célèbre, a tout du fossile réactionnaire. Poète néo-romantique qui chante les vertus de la vieille Angleterre sans aucun talent, Enoch Powell s'est aussi fait le chantre de toutes les hantises d'une petite-bourgeoisie en décadence. Comme Raymond Cartier en France, il préconise le repli sur la mère patrie, pourfend les étudiants contestataires et les jeunes qui ne veulent pas travailler. Comme le conseiller Schwarzenbach en Suisse il dénonce les étrangers de couleur comme les responsables des taudis, du sous-emploi et de la criminalité. Il a des accents gaulliens pour appeler au culte de l'unité nationale contre toutes les déviations et les abandons (en Irlande du Nord par exemple). Enfin il est lyrique dans la défense de la libre entreprise contre les empiètements de l'Etat (secteur nationalisé, dépenses sociales, etc.). Sans doute n'est-il pas au gouvernement, mais il exercera sur l'oligarchie au pouvoir une pression constante, fort des bataillons d'électeurs qu'il est capable de mobiliser.

C'est pourquoi le changement de gouvernement, n'est pas une simple passation de pouvoir entre gens de bonne compagnie. Il annonce de nouvelles difficultés pour le mouvement ouvrier (lois anti-grèves, etc.) et il ne fait que rendre encore un peu plus urgent son renouvellement à travers l'action de tous ceux que le mouvement des « shop stewards » a fécondée. □

L'enclume ou le marteau

Louis Henry

Comme le dit le « Spiegel », le gouvernement Brandt est le dos au mur après les dernières élections régionales. Son immobilisme en politique intérieure (absence de toute lutte sérieuse contre l'inflation, absence de mesures sociales en faveur des travailleurs), ainsi que sa politique d'ouverture à l'Est, ont reçu un accueil mitigé des électeurs, particulièrement significatif dans le Land de Rhénanie-Westphalie.

Ce phénomène est d'autant plus frappant que la C.D.U. n'a pas de politique cohérente à lui opposer. On sait que des dirigeants démocrates-chrétiens comme Schröder, qui le dit tout haut, comme Darzel, qui le dit tout bas, trouvent que la politique étrangère de Willy Brandt est parfaitement adaptée aux intérêts de la bourgeoisie allemande et qu'elle lui ouvre de nouvelles perspectives à l'échelle mondiale. On sait aussi qu'en politique intérieure la C.D.U. ne fait que réclamer un peu plus d'autoritarisme (elle n'a pas apprécié la loi d'amnistie et les nouvelles dispositions libérales sur le droit de manifestation).

Alors, comment expliquer cette bataille relativement dure ? Il faut bien voir que la C.D.U. a vu là une occasion de redorer son blason. Mais, surtout il faut comprendre que la démocratie chrétienne et une grande partie de la bourgeoisie allemande craignent que l'ouverture à l'Est, en sapant l'anticommunisme, ne mine un des éléments essentiels de la domination idéologique et politique du capital sur les masses ouest-allemandes. C'est pourquoi Brandt n'a pas été ménagé.

T. S.

Les résultats des dernières élections aux parlements de Nord-Rhénanie-Westphalie, de Basse-Saxe et de Sarre viennent de prouver qu'en matière d'électoratisme et de parlementarisme les chrétiens-démocrates de la C.D.U. sont au moins aussi fort que les social-démocrates de la S.P.D. Quant à l'anémie pernicieuse des libéraux F.D.P., elle nous autorise à penser que, dans les années à venir, livrée à elle-même et faute de pouvoir s'implanter à la suédoise, la social-démocratie ouest-allemande pourrait alors adopter le style « travailliste anglais », l'autre grand parti se trouvant tout naturellement constitué par la démocratie chrétienne dont on aurait d'ailleurs aucune peine à identifier les membres avec de parfaits conservateurs.

Le gouvernement Brandt réussira-t-il à se maintenir jusqu'aux prochaines législatives de 1973 ? Ce qui est sûr, c'est qu'il est sorti ébranlé du vote du 14 juin, d'un vote qui, à y regarder de près, n'était qu'un choix proposé entre des méthodes différentes destinées les unes comme les autres à maintenir la disparité des rapports sociaux.

Si les néo-nazis du N.P.D. perdent leurs 10 sièges en Basse-Saxe et ne sont pas représentés dans les diètes de Rhénanie-Westphalie et de Sarre, les 196 sièges remportés par la C.D.U. contre les 192 à la S.P.D. dans l'ensemble des trois Länder nous ont permis, en échange de celui d'Adolf von Thadden, de retrouver le masque satisfait et autoritaire de Kiesinger à la télévision. Une effigie en vaut une autre.

Mais les travailleurs allemands ont-ils compris que les bonnes manières et les sourires glacés de ces messieurs de la C.D.U. ne sont qu'une variante dans la simagrée couvrant le même mépris de leur classe et de leur condition ? Malgré leur

pudibonderie en ce qui touche la publicité cinématographique, comment se fait-il que les chrétiens-démocrates n'aient pas hésité à s'attacher les services de Go Go Girls hollandaises court vêtues pour assurer leur succès de masse — à l'américaine ?

Leur critique de la politique économique de Karl Schiller et la montée des prix, les basses attaques contre l'ouverture à l'Est de Brandt et la peur des Russes, le chantage devant l'opinion à une soi-disant « concession » du gouvernement aux communistes est-allemands et polonais ont fait le reste...

Aux naïfs qui se sont étonnés de ces résultats portant sur 18 millions d'électeurs, soit la moitié de l'électorat fédéral, nous reposerons inlassablement cette question : la social-démocratie ouest-allemande s'est-elle une fois sérieusement donnée pour tâche l'éducation politique des masses ouvrières et s'est-elle inquiétée de son émancipation sociale ? Le dernier congrès de Sarrebruck où les jeunes socialistes ont été systématiquement tenus à l'écart des décisions importantes est une réponse éloquent.

Outre qu'elle ne pourra toujours compter que sur une masse électorale mouvante appâtée par des faux-semblants démagogiques, la social-démocratie ouest-allemande ne nous paraît pas plus capable que ses devancières de transformer en créature pensante et en électeur lucide l'« individu de masse » défini par André Gorz. Pour mémoire : ce salarié privé d'initiative créatrice condamné à subir éternellement les lois de la technique, dupé jusque dans son choix et ses conseils électoraux, en vérité coupé de la société dans laquelle il vit et, en fait, caressé par le seul regard patronal du mépris.

Les promesses de cogestion et de capitalisation faites à la masse des salariés, la réaffirmation de la volonté de poursuite de la politique de détente à Moscou — en admettant que l'opposition C.D.U. en laisse le temps et que les 12 voix de majorité ne s'effritent pas — nous semblent des consolations bien précaires comparées aux changements que pourrait imposer un socialisme décidé à défendre authentiquement les intérêts et l'avenir de la classe ouvrière. Puisse le coup de semonce du 14 juin servir de leçon aux Français impressionnés par les beaux discours dans l'esthétique pseudo-futuriste à la Servan-Schreiber. □

Des abonnements pour tribune

« Tribune Socialiste » est un instrument pour étendre l'influence du parti. Quelles que soient les critiques que les uns ou les autres peuvent lui adresser, notre journal intervient dans les luttes politiques nationales et internationales. La grande presse fait de plus en plus référence à ses prises de position, à ses commentaires sur les luttes politiques et sociales. La faiblesse de ses moyens de départ ne lui permet cependant pas d'exploiter à fond toutes les possibilités et de s'adresser à tous les lecteurs en puissance. Un moyen très simple de nous aider est de faire de nouveaux abonnés, en effet chaque nouvel abonné signifie un peu d'argent supplémentaire que nous pouvons investir dans l'amélioration de la rédaction ou de la diffusion.

Notre tarif abonnement ne peut être un obstacle :

- un an : 43 F,
- un an, de soutien : 80 F.

Chaque abonné d'un an recevra un livre ou un disque en cadeau de bienvenue. Chaque militant du Parti nous ayant fait parvenir 10 (dix) bulletins d'abonnement recevra lui-même un livre ou un disque (d'une valeur de 25 F à choisir dans la Librairie T.S.).

— **ABONNEMENT D'UN AN A 43 F**
Un livre (au choix) :

- Le P.S.U. et l'avenir socialiste de la France, par Michel ROCARD.
- La C.G.T., par André BARJONET.
- Les paysans dans la lutte des classes, par Bernard LAMBERT.

Un disque :

- Quatre chansons pour le Vietnam, par Simone BARTEL, Ed. T.S.

— **ABONNEMENT D'UN AN DE SOUTIEN A 80 F**

Un livre (au choix) :

- Le Parti Communiste Français, par André BARJONET (valeur 16,50 F).
- L'Empire américain, par Claude JULIEN (valeur 25 F).
- La Théorie du matérialisme historique, par N. BOUKHARINE (valeur 20 F).

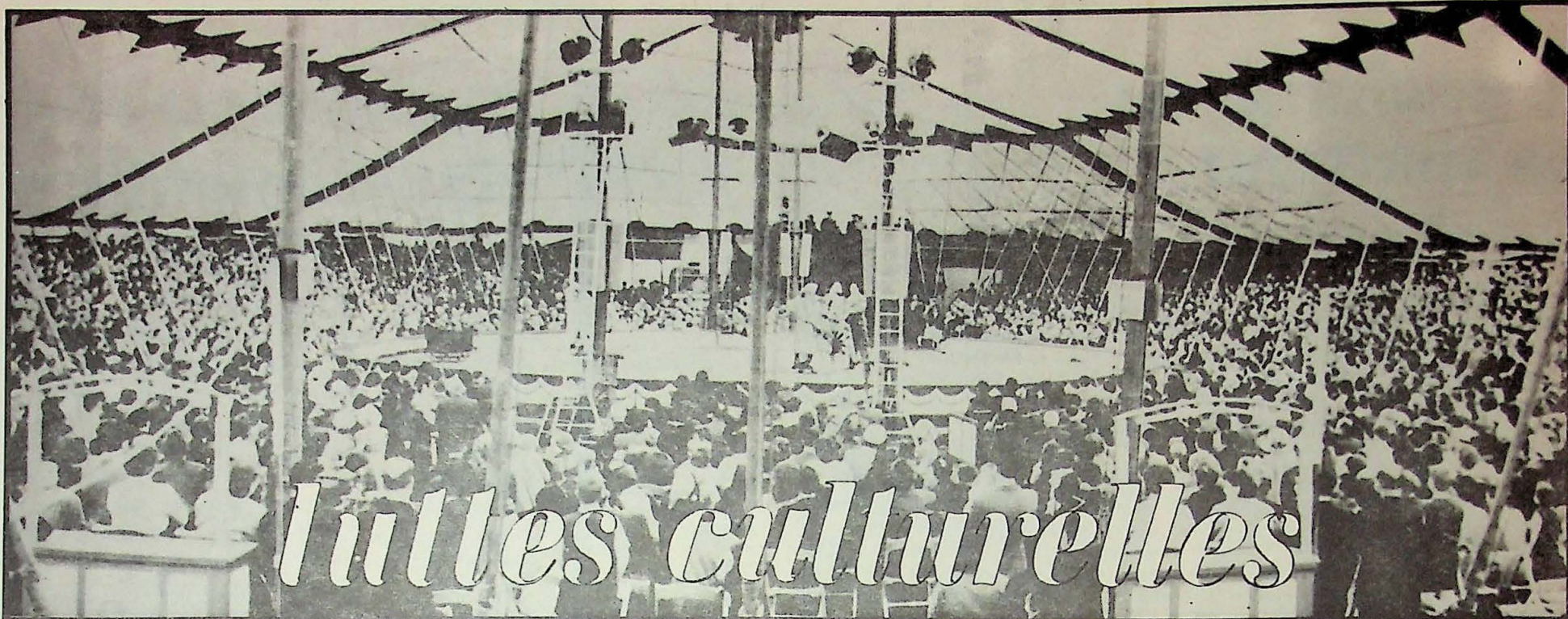
Un disque :

- Chants révolutionnaires du monde, par le Groupe des 17 (valeur 24,25 F).

FESTIVAL DE COURTS MÉTRAGES

Permanent de 14 h. à 24 h.

13, rue Victor-Cousin ODE. 15-04 **PANTHÉON**



luttons culturelles

« Ils parlent comme Alfred Jarry, Boris Vian, Don Quichotte, Lewis Carroll ou Thomas de Quincey, si vous connaissez, ou Shakespeare, si vous permettez. » (Jacques Prevert.)

un comédien rejoint l'univers de ses 16 ans : le Cirque



La Commission Culturelle du P.S.U. a rencontré Jean-Baptiste Thierrée ; pour les lecteurs de T.S. elle vous présente son aventure.

Jean-Baptiste Thierrée est né dans une famille ouvrière. Après ses études primaires, apprend le tissage dans la métallurgie et l'imprimerie, il devient, à 16 ans, garçon de piste dans un petit cirque. Il est ensuite souffleur à la Porte Saint-Martin, puis entre dans la Compagnie Roger Planchon dès sa création à Villeurbanne, où il reste 4 ans. Il travaille avec Peter Brook à Londres, fait du cinéma avec Alain Resnais. La mise en scène l'attire, ainsi que la télévision (réalisation de shows pour la T.V. belge). Mai 68 : il revient au cirque, pour des raisons esthétiques et politiques qu'il nous a exposées ci-après.

Il monte un numéro de clown pour le Cabaret L'Ecluse et Bobino, que le grand cinéaste italien, Federico Fellini, tourne pour un film consacré aux clowns.

Le clown Baptiste est né ; avec sa femme Victoria (fille du grand Charlie Chaplin) et un groupe d'artistes de variétés, il crée en ce printemps 70 un cirque qui sillonne actuellement les routes de France (tout récemment il était à Bordeaux, en juillet, il sera à Avignon).

Jean-Baptiste, pourquoi es-tu revenu au cirque ?

« Parce que le cirque est la forme de spectacle qui est la plus profondément ancrée dans le cœur des masses. Avant le cinéma et la télévision, alors qu'il n'y avait aucune distraction dans les villages et les petites villes, l'arrivée du cirque était une vraie fête. Il tient de ce fait une immense place dans l'inconscient collectif.

On peut dire aussi que le cirque s'adresse « à la base », mais aussi aux enfants, aux vieillards, aux intellectuels qu'il peut séduire par sa simplicité, sa vérité. Le cirque offre un spectacle sain, vivifiant. Il met en valeur les possibilités infinies de l'homme. Le cirque est une fête pour tous. »

Considères-tu le cirque seulement comme une fête sans autre portée sociale ?

« Contrairement au théâtre au cinéma, à la littérature qui ont souvent reflété les mouvements sociaux de leur temps, le cirque, lui, semble immuable, intemporel, « A-politique ». C'est mal connaître son histoire, car s'il est vrai que les numéros d'acrobates, de jongleurs, de dressage ont une évolution limitée, il ne faut pas

oublier qu'il existait jadis des clowns politiques, subversifs (Dourov). Au lieu de cela, les cirques nous proposent des clowns inoffensifs, de plates pitreries.

« Il est vrai que cette tradition de clownerie subversive ne s'est pas perdue, mais qu'elle a quitté le cirque pour le cinéma (Fields - Chaplin - Keaton - Les Marx Brothers...). Nous voulons donc redonner aux entrées comiques leur virulence, leur actualité. C'est vraiment un nouveau cirque que nous voulons.

Surtout précisez bien que notre cirque n'est pas une entreprise commerciale, mais une tentative de renouvellement. Il s'agit de mettre le cirque au service de tous et non d'exploiter le goût naturel des masses pour ce spectacle, comme le font les grands cirques-monopoles, propagandistes de la radio gouvernementale ou supports publicitaires.

Nous voulons rendre le cirque à son public. Nous ne sommes pas des marchands de spectacles. Idéalement, nous voudrions donner chaque jour cette fête, mais il faut vivre et dans l'impossibilité de faire des séances gratuites, nous ne demanderons qu'une participation facultative à nos frais. »

Quel public souhaitez-vous toucher ?

« Nous nous mettons en fait au service des organisations ouvrières, paysannes, étudiantes, culturelles, comités d'entreprises, syndicats, colonies de vacances... »

Il est évident que seul le cirque permet d'atteindre les masses paysannes et ouvrières pour qui le théâtre représente le véhicule de la culture bourgeoise.

Notre chapiteau est le plus grand du monde : c'est le ciel et notre devise est cette phrase de Lénine :

« Il faut se conduire gravement avec son rêve... »

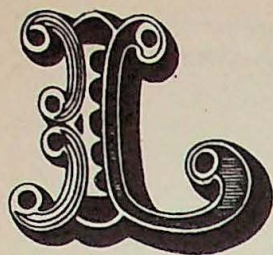
Bonne chance au clown Baptiste et à ses camarades de très grand public et espérons que nos lecteurs seront nombreux à s'intéresser à cette passionnante et vivifiante expérience.

● Bientôt dans T.S. : un reportage photographique sur le cirque Baptiste.

La Commission Culturelle Nationale informe les fédérations, sections, organisations culturelles que le cirque animé par le clown Baptiste peut se mettre à leur disposition pour toutes manifestations qu'elles organisent.

Pour tous renseignements, écrire à : Front des luttes culturelles, Parti Socialiste Unifié, 81, rue Mademoiselle, 75 - Paris-15^e, à l'attention de Henri Saigre.

Cirque Baptiste



IVRES



Les ouvriers

Jean-Yves Romo

Objet de tant de polémiques et de définitions dans nos congrès, la classe ouvrière est la « grande muette » des débats politiques. Dans le livre de Philippe Gavi (*) elle parle. Elle parle avec ses tripes, elle raconte, elle explique, elle s'interroge. Du désespoir à la révolte, de la révolte à la prise de conscience, de la prise de conscience à la lutte collective, les ouvriers sont toujours présents. Pas de détours vers les analyses sociologiques, vers l'histoire ou vers les statistiques ! Au travers de chaque phrase les ouvriers existent : avec la description de leur histoire, de leurs luttes, de leurs préjugés, de leurs choix. Réquisitoire impitoyable contre le capitalisme par des ouvriers révolutionnaires, apolitiques, gaullistes, racistes, fascistes, ce livre doit être lu. La lutte de classes n'en est jamais absente. Un extraordinaire témoignage du combat ouvrier est donné là. A tous ceux qui montraient la classe ouvrière comme embourgeoisée, embriaguée, rationalisée par le conditionnement de l'idéologie bourgeoise, les cadences, les soi-disant améliorations du niveau de vie, un démenti est apporté par les centaines d'ouvriers interrogés par Philippe Gavi. Dans les usines-bagnes, le prolétariat se bat toujours. « Du tiercé à la révolution, la route est longue, mais les premiers jalons ont été posés » dit Philippe Gavi. Tel est le sens de ce livre-reportage qui commence à l'usine Peugeot de Sochaux par le sang versé en Mai et qui se termine à Rhô-

ne-Poulenc de Vitry par l'histoire d'une « grève proche d'un contrôle ouvrier ».

La condition ouvrière

A Peugeot, un jeune travailleur explique : « Ici, on mène une vie de con. Toujours devant la machine, et on rend, on rend. » Un marbrier de Carvin (Nord) dit : « A la fin du mois on atteignait de 800 à 900,00 F en travaillant soixante-dix heures. On voyageait dans une camionnette, 60 kilomètres le matin, 60 kilomètres le soir. Des ouvrières du textile du Nord à l'ouvrier agricole qui font tous les jours quarante kilomètres à pied pour trouver du travail, du travailleur sénégalais domestique vingt heures sur vingt-quatre au mineur silicosé à trente ans renvoyé sans pension dans le camp des désespérés, un hallucinant tableau de la classe ouvrière crève la fragile coquille que sont les voitures achetées à crédit, les petits logements bien entretenus, les vêtements à la mode, les filets bien remplis au Suma du coin. »

Réponse significative que celle de cette directrice de revue féminine à l'eau de rose qui dit : « Nous donnons une lueur d'espoir et permettons ainsi d'accepter la vie telle qu'elle est. » Autre réponse, celle d'un ergonomiste : « Mon travail consiste à augmenter la productivité. Notre spécialité est conditionnée par les exigences nationales, les exigences du système... Les conditions de travail s'améliorent

trop lentement. On a des façons innombrables de souffrir... Je n'oserais pas dire laquelle des trois conditions, la monotonie, la cadence élevée ou la saleté, est la plus ressentie. »

De ces témoignages brûlants contre toute la paperasse sur la promotion sociale, l'association capital-travail et autres « nouvelle société », il ressort que l'ouvrier reste un ouvrier. Lié à son usine, vendant sa force de travail, il se sent pris au piège. « On lui coupe les ailes » dit un mineur du Nord. Mais comment ressent-il la nécessité de lutter, les syndicats, la politique, la révolution, la future société ?

La lutte de classes

Ce qui frappe le plus dans les réponses à des questions comme : Pour qui vous votez ? Que pensez-vous des syndicats ? Et mai 68 ? Et les barricades ? c'est l'extrême diversification des réponses. De l'ouvrier blasé, de la militante communiste pleine d'espoir pour une société meilleure, du jeune travailleur qui de gaulliste est devenu socialiste, du vieux militant P.C.F. de 36 devenu révolutionnaire en 68, se dégage une étrange fuite vers l'irrationnel : « Le travail c'est le baigne, c'est l'ennui, la fatigue... La politique c'est l'affaire de quelques-uns. La grève ça ne paie pas... Le délégué, c'est le père des mineurs... Mai, cela a été la parole des hommes. » Chaque réaction ouvrière devant l'univers politique n'est conforme à aucun schéma préétabli. Et pourtant, chacune traduit l'espoir d'une nouvelle conception de la vie. A la question : Vous aimeriez être patron ? les réponses sont également très différentes. Les militants disent rarement oui, mais des ouvriers qui, cinq minutes auparavant, bannissaient le système capitaliste, disent : « Oui, pour ne plus travailler. »

Les chemins de la prise de conscience sont divers. Par les grandes grèves, les accidents de travail, les licenciements pour syndicalisme, le mois de mai, les ouvriers savent qu'ils sont une classe, que le patron les exploite, que la lutte existe. Si certains mettent dans ce livre l'espoir de leur passé de militants, de leur foi révolutionnaire, d'autres n'ont aucune confiance en la politique.

Et pourtant comment ne pas espérer avec cet ouvrier de chez Hachette qui a connu trente échecs et qui lutte encore ? Comment ne pas croire cet ouvrier de Nantes qui dit : « En Mai on s'est rendu compte qu'on peut faire la révolution. »

Faire la révolution c'est l'appel de ce livre. Il montre que le chemin n'est pas facile. Il met en lumière que se lier aux masses est nécessaire, que la classe ouvrière est là, contradictoire, divisée, mais prête à se battre. □

(*) Les Ouvriers, P. Gavi, coll. En Direct. Mercure de France, 19 F.

tribune

socialiste

Hebdomadaire
du P.S.U.

Directeur Politique

Jean-Marie Vincent

Secrétaire de la Rédaction

Philippe Guyot.

Comité de Rédaction

Jean-Louis Auduc, Henri Belay, André Bielany, Gilbert Chantaire, Michèle Descolonges, Gérard Féran, Jacques Ferlus, Jacqueline Giraud, Christian Guerche, Gilbert Hercet, Jean Morel, Dominique Nores, Lucien Saintonge, Bernard Sizaire.

Maquette

Claude Picart

Directeur de la Publication

Guy Degorce

Le présent numéro est tiré
31.000 exemplaires

Rédaction - Administration

54, Bd Garibaldi
PARIS (15^e)

Téléphone :

Administration : 783-19-20

Rédaction : 566-45-64

Abonnements

6 mois 22 F

1 an 43 F

de soutien à partir de 80 F

C.C.P. 58 26 65

REGIE PUBLICITAIRE

M.S.B. Conseil

141, boulevard de Sébastopol
PARIS (2^e) - Tél. : 236-61-84

Com. Parit. n° 37.392

S.A. Imprimerie Editions Morlamé,
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e.

Bulletin d'adhésion au P.S.U.

Nom

Prénom

Adresse

Profession

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

BULLETIN A RETOURNER AU SIEGE DU P.S.U.
81, RUE MADEMOISELLE, PARIS-15^e

« P.S.U. DOCUMENTATION »

Vient de paraître :

N° 14-15 - Histoire des groupes trotskystes.

Le numéro : 2,00 F

Numéros disponibles :

N° 6 - Le sens de la crise tchécoslovaque.

N° 8-9 - Histoire du P.S.U.

N° 10-11 - Histoire du P.C.F.

N° 13 - Les petits commerçants et la crise du commerce.

Abonnement : les 20 numéros 15 F

à « TRIBUNE SOCIALISTE »

54, boulevard Garibaldi, Paris XV^e

Paiement à la commande

Par chèque bancaire ou postal. C.C.P. T.S. 58.26.65
Paris.

Campagne

"Ouvrons le procès de l'armée bourgeoise"

Impôt du sang ou du travail

Michele Descolanges

Le projet de loi de réforme du service national a été adopté par la commission de la Défense nationale de l'Assemblée, et il est vraisemblable que la loi sera votée sans grands changements.

Notons déjà que la commission a dissocié de son vote le dernier paragraphe du projet qui inscrivait dans les faits un service civique féminin obligatoire, puisqu'il devenait indispensable pour l'accès à certains postes.

Nous avons déjà parlé de ce projet de service civique, dans le numéro 440 de « T.S. », « La solution de M. Missoffe », et dans le numéro 448, « Contre la charité ». Nous avons alors expliqué notre désaccord avec un projet qui sert à pallier l'incurie du régime dans le domaine social et qui, faisant intervenir une soi-disant solidarité nationale, veut utiliser gratuitement la main-d'œuvre des jeunes.

Aussi la dissociation de ce paragraphe du projet de service national nous confirme dans l'idée que rien n'est résolu quant au problème de fond : celui de l'armée. Que d'autre part la discussion sur le budget militaire intervienne après la discussion sur le service national n'est qu'une démonstration de plus en notre sens.

Expliquons-nous.

L'exigence de démocratie

Le service national qui nous est présenté veut répondre au mécontentement du contingent, aux interrogations de l'opinion publique que les récents procès, les arrestations arbitraires et les campagnes d'explication ont révélées.

Mais aucun service national n'est viable si la fonction de l'armée à l'intérieur du pays n'a pas été définie, et si la nation est appropriée par une minorité.

Actuellement le contingent représente à peine plus de la moitié

des effectifs. En 1970, 263.690 hommes font partie du personnel du contingent, tandis que 237.165 sont des militaires de carrière. C'est dire que si l'on ne touche pas aux

réalité il recrée subrepticement des catégories de privilégiés tout en frappant des étudiants : « Seuls recevront un sursis les étudiants en médecine, en pharmacie et en art dentaire, les coopérants, et environ deux mille cinq cents spécialistes scientifiques dans les laboratoires de la défense ou professeurs dans les écoles militaires. »

Ainsi, recevront un sursis ceux qui en somme, seront détachés du contingent pour mieux faire fonctionner la machine militaire. L'objectif de rupture entre le contingent et l'armée de métier est encore une fois inscrit dans les faits.



modes de recrutement et de fonctionnement des militaires de carrière, le service militaire, maintenant appelé service national, ne subira aucun changement de fond.

Notre exigence de démocratie au sein de l'armée ne s'exprime pas par les mesures restrictives proposées par M. Debré. Ainsi, le ministre de la Défense nationale réduit les possibilités de sursis soi-disant pour imposer l'égalité de tous devant la conscription ; en

formation du personnel de carrière qui construisent une caste.

Nous ne pouvons accepter qu'une partie du pays passe systématiquement en dehors de tous les moyens de contrôle — même faibles — que le mouvement ouvrier a conquis. Nous ne pouvons pas accepter que la politique militaire du pays soit décidée par un petit groupe et que ceux qui en sont les instruments soient un corps parallèle.

Nous ne condamnons pas par principe la formation de soldats de métier, mais nous voyons, actuellement, le besoin qu'a le capitalisme d'avoir à son service une force d'intervention, complètement hors du contrôle des travailleurs, et qui pourrait être une arme de guerre civile.

En réalité, il faut radicalement changer la composition du corps des officiers : un tiers, par exemple, devant être des officiers professionnels, formés sous contrôle populaire, les autres étant recrutés en fonction d'une formation acquise. En effet, les officiers et les sous-officiers ne doivent plus être formés, sauf en ce qui concerne les techniques, en dehors du circuit scolaire et universitaire « normal ».

Un autre moyen pour ne pas faire de l'armée un corps parallèle est la formation physique des travailleurs. Nous voulons arriver à la constitution de milices, il faut en prendre les moyens dans l'organisation même de l'enseignement, dès le plus jeune âge.

Insérons l'armée dans les rangs des travailleurs, après nous être assurés d'en avoir le contrôle.

Une nation capitaliste

Le projet de service national, loin d'envisager et de poser les questions déterminantes, essaie d'aménager un temps où le contingent sera utilisé au mieux de ses compétences — éventuellement pour briser les grèves.

M. Debré est attaché à l'idée de nation. Il vient, une fois de plus, de montrer de quelle nation il est question, où chacun doit avoir place, certes, mais en fonction des intérêts du capitalisme.

Aussi le projet de service civique s'inscrit-il dans le même objectif que le projet de service national : inculquer aux travailleurs le sentiment d'appartenir à une communauté nationale prétendument homogène. Et ceci est fait en s'attaquant à la tranche d'âge la plus modelable et la plus utile pour un travail qui demande une adaptation rapide.

Nos grands-pères étaient prêts à l'impôt du sang, ne soyons pas prêts à l'impôt d'un travail dont les fruits nous échappent. Mais il ne nous suffit plus de nous attaquer au service national actuel ; il ne peut être qu'un des éléments de notre lutte contre une armée au service du capital. □

Contre le corps parallèle

L'absence de démocratie qui règne au sein du contingent tient pour beaucoup à la séparation entre les militaires de carrière et le contingent. La note aux officiers, dont nous avons parlé, prescrivant une meilleure écoute des problèmes du contingent, ne résoudra rien. Le système est déjà vicié par le mode de recrutement et par la

TRIBUNE SOCIALISTE

Abonnements

6 mois 22 F

1 an 43 F

Soutien à partir de 80 F

54, boulevard Garibaldi - Paris (15^e)
C.C.P. Paris 58.26.65